

C R I

D'UNE

HONNÊTE FEMME

QUI RÉCLAME LE DIVORCE.



C R I ^K

D'UNE

HONNÊTE FEMME

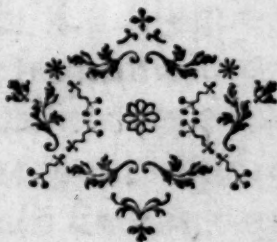
QUI RÉCLAME LE DIVORCE,

Conformément aux Loix de la primitive Eglise , à l'usage actuel du Royaume Catholique de Pologne , & à celui de tous les Peuples de la Terre qui existent ou qui ont existé , excepté nous , suivi des Réflexions sur l'intérêt des Enfans au Divorce.

Un autre Homme est nécessaire à la consolation de ma vie ;

à ma vertu même.

Frag. d'Instruct. par le Prince Royal de. . . Art. Divorce.



LONDRES.

M. DCC. LXXIII.

C R I

HONNETTE

HONNETTE FEMME

QUI RECLAME LE DIVORCE

Consentement aux Lois de la République

à l'égard de la Liberté, de l'Égalité, de la Fraternité

et de la Souveraineté du Peuple

et de la Nation

et de la Patrie

et de la Loi

et de la Justice

et de la Vérité

et de la Paix

et de la Liberté

et de l'Égalité

et de la Fraternité

et de la Souveraineté

et de la Nation

et de la Patrie

et de la Loi

et de la Justice

et de la Vérité

et de la Paix

et de la Liberté

et de l'Égalité

et de la Fraternité

et de la Souveraineté



M. DCC. LXXII

A V I S
DE L'ÉDITEUR.

UNE femme qui réunit une naissance distinguée, à beaucoup de mérite personnel, fait le sujet de ces Lettres. Son mariage ayant eu le sort de tant d'autres, elle a été forcée par sa situation de révéler d'horribles secrets. Quoique la plupart des maux qu'elle a soufferts, n'aient eu pour témoins que le coupable qui en est l'auteur, & l'innocente qui les a éprouvés, ils n'en ont pas moins de réalité. Le silence que cette vertueuse femme a long-tems gardé sur les désordres connus de son époux, ne peut rendre son rapport suspect sur ceux qu'on ignoroit. D'ailleurs les personnes un peu répandues dans le monde,

devineront aisément les noms de celles qui parlent dans ces Lettres ; & celui de la malheureuse Héroïne sur-tout ne restera pas long-tems inconnu.

On verra , par les Lettres de Madame la Marquise d'*Olman* que , si l'extérieur de la plupart des mariages offre déjà bien des raisons d'en fuir le joug , leur intérieur dévoilé , présenteroit un état mille fois plus à craindre qu'on ne sçauroit l'imaginer ; parce que le nœud conjugal , étant devenu indissoluble , le malheur , en ce cas , n'a pour terme que la cessation de la vie.

L'on trouve parmi les réponses faites à cette Dame , deux Lettres de M. l'Abbé D..... si connu par la singularité de ses sentimens , par son zèle outré pour la Cour de Rome , & plus encore par des mœurs peu assorties à son état. Il est aisé de pré-

voir que ces Lettres ne sont pas favorables au Divorce , qui est l'Agent le plus naturel de la continence publique ; mais je crois devoir avertir ici qu'en les mettant au jour , je n'ai point eu envie de mortifier un Clergé composé de plusieurs membres respectables , & dont on sçait que les opinions sur divers points , sont diamétralement opposées à celles de notre Abbé. On s'apercevra d'ailleurs que ces deux Lettres sont liées aux autres de manière qu'on ne peut les supprimer , sans détruire tout l'ouvrage ; & , au reste , la moindre punition qu'on puisse imposer au faux zèle & à l'enthousiasme , dans un siècle comme le nôtre , c'est de le ridiculiser , en le divulguant.

Les autres réponses sont d'un genre bien différent. Elles tendent à faire voir que le maria-

ge , ayant pour principal objet l'entretien de l'espece humaine, semble ne devoir appartenir sous ce rapport qu'à la loi civile ; comme la bénédiction nuptiale, & les cérémonies ecclésiastiques qui l'accompagnent, sont du ressort des choses saintes ; & que, considéré sous ce juste point de vue (a), il doit être libre de cette liberté dont jouissent toutes les autres conditions de la vie.

La liberté, qui consiste à faire tout ce qui est honnête & utile pour son propre bonheur, est la base nécessaire de toute société. C'est elle qui, en même-tems que la loi, retient le crime, nous met à portée de faire tout le bien dont nous sommes capables. Le despotisme asiatique exclut, sans

(a) V. Traité du mariage, par D. Lérissant, Avocat, in-4°. dans lequel la distinction du mariage, & de la bénédiction du mariage est solidement établie.

doute, la liberté dont nous parlons ; mais on ne peut appeller du nom de société une troupe d'esclaves qu'un tyran tient aux fers.

C'est encore la liberté qui produit l'aisance dans les contrées les plus ingrates ; & notre propre expérience doit même nous convaincre que c'est à elle que nous sommes redevables de l'abondance dont nous jouissons , relativement à un grand nombre de choses utiles ou agréables. Si les diverses conditions de la vie étoient forcées , si l'on n'en pouvoit sortir après les avoir une fois embrassées , tous les arts seroient anéantis , nos champs seroient déserts , & une disette cruelle suivroit de près cette extravagante contrainte. Pourquoi donc le mariage , cet état dont tant de raisons & de motifs peuvent faire desirer la cessation en

certaines circonstances , sera-t-il un joug inflexible ? Ne diroit-on pas qu'on s'est efforcé de rendre la condition des époux la moins avantageuse de toutes ; elle qui devoit jouir de plus de prérogatives qu'aucune , puisqu'elle est la plus utile , & celle qui devoit être le plus universellement embrassée.

Supposer qu'un chef ambitieux de l'Eglise , n'ait apporté tant d'entraves à l'union conjugale , que pour attirer la foule dans l'état célibataire , que pour étendre son pouvoir sur tout l'être des sociétés , c'est , peut-être , pousser trop loin ses vues politiques. Cependant quand on vient à considérer de près les deux situations opposées du prêtre & du pere de famille , on est tenté de réaliser sa supposition , & d'admettre comme vrai un dessein qui , s'il existoit , pourroit

bien être placé au rang des attentats contre la nature.

On sçait en général que ceux qui ont écrit ces réponses , à l'exception des deux Lettres dont nous avons parlé , sont des gens respectables par leurs places , & plus recommandables encore par leurs mœurs : instruits par l'étude , ou par l'usage & la réflexion qui y suppléent. Mais se sentant arrêtés par les loix que nous avons admises depuis quelques siècles , ces vrais citoyens tournent leur vœu sur le rétablissement du droit primitif , ou sur l'émission d'une loi nouvelle qui autorisât le Divorce , dans les circonstances trop fréquentes aujourd'hui , où l'union ne peut subsister sans danger pour un époux , ou sans dommage pour la patrie.

Leurs prétentions pourront paroître chymériques aux yeux de ceux qui aiment à croupir dans

le préjugé ; mais écartons-le , & examinons : les fastes du monde entier déposeront en faveur de leur sentiment.

Depuis l'origine du monde jusqu'à la prédication de la loi nouvelle , tous les Peuples de la terre ont regardé le Mariage comme un nœud saint ; tous cependant ont eu la faculté de le rompre en certain cas. (a) Depuis la naissance du Christianisme , même sous ces Empereurs qui ont fait triompher l'Eglise & qui l'ont enrichie , jusqu'au dixième siècle de notre Ere , le Di-

(a) Paul Emile répudia sa femme , belle , vertueuse & qui lui avoit donné une nombreuse postérité. On lui demanda la raison de ce procédé. Il montra ses souliers qui sans doute étoient parfaitement bien faits , disant qu'il n'y avoit que lui qui sçût où ils le blessaient. Le Divorce légal qu'on réclame ici n'accorderoit pas une liberté aussi indéfinie. Il faut observer néanmoins que la plus grande liberté accordée au mariage , n'enfanteroit jamais la moindre partie des maux que produit son indissolubilité.

vorce a été regardé comme un *acte légitime* : enfin de nos jours l'Angleterre, une grande partie de l'Allemagne, la Prusse, la Hollande, la Russie, &c. accordent à leurs citoyens le droit de renoncer à un engagement qu'ils ne peuvent plus tenir, & d'en contracter un nouveau.

A ces exemples frappans d'un usage si conforme aux vues de la nature, s'en joint un bien plus capable de nous déterminer sur cet objet, parce que les Peuples qui nous l'offrent sont, par rapport à la Religion, dans une situation semblable à la nôtre.

On voit en Pologne les membres du sacerdoce participer plus qu'ailleurs au pouvoir civil. Dans cette contrée les hommes, à l'exception d'un petit nombre, ont perdu la plus noble prérogative de l'humanité ; ils ne sont plus libres, ils ne sont plus les

freres des ministres du Dieu qui prêcha l'humilité ; ils sont leurs esclaves : mais l'atrocité du joug n'a pu s'étendre jusqu'à la couche nuptiale. Que l'un des époux en Pologne, manque aux conditions de l'union, qu'elle devienne à charge à tous deux, le Divorce qui chez eux a conservé toute son énergie, leur offre du moins une ressource pour la rompre, & leur accorde en même-tems la puissance d'en former une nouvelle.

Les objections contre le Divorce, tirées de la singularité de cet usage, s'évanouissent donc, aussi-tôt qu'on jette un coup d'œil sur ce qui se passe dans l'univers ; à moins qu'on ne prétende que cette portion du globe qu'occupe la catholicité, dont il faut toujours soustraire la Pologne, ne l'emporte en raison sur le reste de la terre.

Quant aux autres objections sur l'admission du Divorce, elles paroissent détruites dans l'ouvrage qui vient de paroître sous le titre de *Législation du Divorce*, &c. On y propose des moyens de remédier aux abus qui pourroient se commettre à cet égard, & l'on y fixe le sort des époux & des enfans après la rupture du mariage. La simplicité & l'honnêteté de ces moyens, la facilité qu'il semble y avoir à les mettre en pratique, la multitude des crimes que produit l'indissolubilité du mariage (a), & sur-tout l'amour du Législateur pour ses Peuples, pourroient bien réaliser les spéculations de quelques patriotes éclairés sur le Divorce (b).

(a) La Tournelle criminelle du Parlement de Paris, a jugé dans le cours de l'année 1769, vingt-neuf procès de ce genre. Par quel nombre pourroit-on multiplier ces 29 crimes prouvés ?

(b) Montagne, *Essais*, liv. 2, ch. 15. Mil-

Ce qu'en qualité d'Editeur nous pourrons assurer, c'est que le gouvernement qui le premier rendra aux Citoyens la liberté, sur celui de tous les états de la vie qui en est le plus susceptible, s'érigera dans tous les cœurs un monument fondé sur la reconnaissance & la piété, & que le préjugé ni le fanatisme ne pourront jamais détruire. En

ton, de la doctrine & de la discipline du Divorce, Londres 1644. Le Maréchal de Saxe, Rêveries, Réflexions sur la propagation de l'espèce humaine, pag. 221, de M M. de Montesquieu & de Voltaire. L'Auteur des Corps politiques, liv. 1, ch. 8. Celui du pouvoir du Magistrat sur les fonctions ecclésiastiques, t. 2, sect. 7, p. 160. Lérissant, Traité du Mariage, in-4^e. 1753. On peut voir aussi les raisons de la nécessité de cet usage dans le Mémoire sur la population: *Quæ probanda sunt*, &c. Londres, 1768. Le Cri d'un honnête Homme, la Législation du Divorce; la Réclamation du Divorce, par Madame la Comtesse D... &c. Le Parloir de l'Abbaye de... ou Entretien sur le Divorce; Réflexions sur l'intérêt des Enfants au Divorce; Mémoire pour Simon Sommer, par M. Linguet, &c.

DE L'ÉDITEUR. xvij

effet , remettre le Divorce en vigueur , c'est rendre à eux-mêmes & à la nation une foule innombrable de gens qui rugissent dans les chaînes de l'indissolubilité , qui détestent leur propre existence , & qui finissent toujours par faire à la société tout le mal qu'on souhaiteroit à un ennemi qui détruit notre bonheur.



CRI

C R I

D' U N E

HONNÊTE FEMME

Qui réclame le Divorce. (a)

LETTRE I.

*Madame la Marquise d'Olman à Monsieur
le Comte de R..... Officier général,
& son Tuteur.*

JE connais votre prudence, Monsieur ;
& les soins que vous avez pris de moi
dans ma jeunesse , me sont un sûr ga-
rant que mes intérêts vous seront tou-
jours chers. Vous avez fait tout ce
qui étoit en vous pour me rendre heu-
reuse , & vous avez cru remplir vos
desseins en me mariant à M. d'Ol-

(a) Il ne faut pas confondre le Divorce , avec
la répudiation. Celle-ci s'opère par la seule volonté
de l'un des époux , sans égard à la volonté ou à
l'intérêt de l'autre , même sans griefs ; & l'on peut
dire que tout l'avantage de la répudiation étoit pour
les hommes. La loi du Divorce est favorable aux
deux Sexes. On peut même avancer que son réta-
blissement importe plus aux femmes , qu'à nous.
Mém. sur la population , p. 82.

man. Les apparences étoient belles , il faut en convenir : elles étoient si flatteuses , que mon choix auroit prévenu le vôtre , si j'eusse plutôt connu le Marquis. Ma reconnoissance , & les loix sacrées de mon état , m'ont empêché jusqu'ici de dévoiler une situation qui fait horreur. Tant qu'il n'a été question que de la perte de mes biens , que de la froideur & du mépris dont mon mari payoit les plus tendres & les plus généreux procédés , j'ai évité de rompre la glace. Je ne voulois pas vous déchirer le cœur ; je ne voulois pas faire une scène publique d'une affaire de famille ; mais le mal est à son comble ; & ma raison , & ma religion même me forcent d'éclater. Eh , qui sçait si dans la suite tout ce que j'ai de vertu pourroit m'épargner un crime , ou du moins une foiblesse que je ne me pardonnerois jamais ?

Vous sçavez avec quel indigne artifice M. d'Olban m'a conduit à signer la vente de la meilleure partie de mes fonds (a) dès que j'ai été majeure :

(a) Qu'un mari dissipateur exige de sa femme l'aliénation de ses biens , elle ne peut , dans le système de l'indissolubilité , s'y refuser ; elle a trop à craindre une haine sans fin , sous un joug qui n'en a point. Sous le Divorce , une femme rai-

vous vous y opposâtes de tout votre pouvoir , & mon cœur en secret vous fit un crime du soin que vous preniez de ma fortune. Vous n'ignorez pas non plus ses liaisons avec des femmes perdues , les sommes qu'il a prodiguées avec elles , ni les honteuses affaires qu'il s'est attirées en cherchant à déshonorer d'honnêtes familles ; & qu'enfin , depuis six ans que je suis mariée , je n'ai été occupée qu'à obtenir des grâces , ou à transiger avec ceux qu'il avoit outragés.

La conduite scandaleuse de M. d'Ozman n'a pu rester long-tems cachée : les avanies répétées de ses créanciers , les causes de ses dissipations divulguées , sa conduite impudente à mon égard & à l'égard de mes parens , indisposèrent contre lui tout ce qu'il y a d'honnêtes gens à la ville & à la cour. On eut d'abord pour moi des sentimens de pitié : & l'on finit par me regarder comme une stupide. On se persuada enfin que je méritois mon sort , puisque je ne m'en plaignois pas : ce qui n'étoit que l'effet de la pruden-

sonnable peut résister sans danger , autant que l'honnêteté peut le permettre ; & si le mari persiste ou conserve le ressentiment du refus , son opiniâtreté devient un motif de plainte que le Juge doit recevoir.

ce & de la modestie, fut pris pour une preuve que je n'étois pas absolument exempte des désordres de mon mari.

Telle est la façon de penser de la plupart des hommes : ils jugent de vos démarches par celles qu'ils feroient, s'ils étoient à votre place. Mais, Monsieur, devois-je mettre le comble au déshonneur de mon mari, pour me justifier ? Ne devois-je pas présumer, au contraire, que ma retenue m'acqueroit du moins son estime, qu'il sentiroit tout le prix du silence du seul témoin qui pouvoit le confondre ? D'ailleurs, j'ai toujours cru qu'il suffisoit à la tranquillité d'une femme, de n'avoir rien à craindre de la part de sa conscience, ni de la part de son époux.

Actuellement encore je m'obstine-
rois à me taire, si les choses en étoient restées au point où elles étoient quand vous nous avez quittés à *Pont*..... Mais il s'agit d'intérêts bien plus chers..... Un venin destructeur circule dans mon sang..... Si vous me voyiez au moment où je vous écris, vous détourneriez les yeux.... je suis à moi-même un objet d'horreur..... Le perfide !..... jugez de mon désespoir : je sais quelle est ma maladie.

M. d'Oliman , qui ne peut plus s'en diffimuler la cause , veut absolument que j'aïlle me reléguer dans son château de Frem..... loin de tout secours ; & pour me priver de ceux mêmes que je pourrois trouver dans mon domestique , il a congédié le vieux Germond , le seul en qui je puisse prendre quelque confiance pour les affaires du dehors. Il est bien étonnant que le silence que j'ai gardé pendant six ans , ne rassure point le Marquis sur ma discrétion. J'ai pris tous les ménagemens imaginables pour lui parler de ma situation : malgré cela , il en a été révolté. Il a regardé comme un crime les précautions que je voudrois prendre pour prévenir les suites d'une maladie qui m'a déjà mise à deux doigts du tombeau. *Vous & votre famille , m'a-t-il dit , vous voudriez bien avoir une preuve de fait pour me convaincre..... Quelle que soit la cause de votre maladie , elle ne sera jamais sçue..... Soyez sûre qu'il n'est point de moyens que je n'emploie pour en dérober la connoissance.....* Je n'ose soupçonner ces moyens , Monsieur ; vous les devinez peut-être : mais c'est précisément cela qu'il faut envelopper dans la nuit du secret.

A juger de M. d'Olman par la so-

24 *Cri d'une Honnête Femme.*

ciété à laquelle il est livré, il n'y a pas d'apparence qu'il change en mieux. Il ne s'arrache d'un cercle de femmes corrompues, que pour retomber dans celui de ces libertins, qu'il appelle ses amis, qui lui ont fait faire les premiers pas dans le vice, & qui l'y retiennent. Eh, qui peut répondre si une pareille société ne le menera pas plus loin? A quels excès, ne s'est il pas déjà porté? Hélas! peut-être qu'un jour j'aurai à pleurer les malheurs & les miens.

Je ne confie à ce papier qu'une partie de mes affreux secrets. Vous en sçavez trop du passé, pour croire que j'en impose sur le présent. Vous me connoissez; vous connoissez mon cœur, vous l'avez formé. Je me plains, & vous sçavez combien cela me répugne. Peignez-vous donc, s'il est possible, la situation dans laquelle je me trouve, & conseillez-moi sur le parti que je dois prendre. Que votre avis soit prompt & décisif; le moindre retard pourroit me mettre hors d'état d'en profiter.

Je suis, &c.

Paris ce 5 Janvier 1773.

LETTRE

LETTRE II.

*Réponse de Monsieur le Comte de R.....
Officier général , à Madame la
Marquise d'Olman.*

VOtre générosité, Madame, ne me justifie point à mes propres yeux : je ne me pardonnerai jamais de vous avoir mariée à M. d'Olman. Votre Lettre ne fait que me confirmer des choses que je sçavois d'ailleurs ; le vieux Germond est venu me trouver dès qu'il a été congédié : son attachement pour vous a fait tout son crime. Je n'entrerai dans aucun détail là-dessus : j'ajouterois à ce que votre sort a d'affreux, sans pouvoir l'adoucir. Méfiez-vous de tout ce qui vous environne ; n'usez point sans précautions de ce qui vous est présenté par un perfide..... Je le croyois léger, fougueux, ingrat : j'ignorois qu'il fût un scélérat. Votre douceur, votre beauté n'ont pu réformer un cœur paîtri de tous les vices.

Depuis trois jours je suis dans la plus violente agitation ; ce que vous m'é-

B

crivez de votre départ pour Frem.....; m'a mis en fureur. J'ai d'abord imaginé de vous enlever de vive force à votre indigne époux, pour vous rendre à votre famille. Mais je connois votre façon de penser, Madame : cette démarche vous révolteroit. Il ne reste donc qu'un parti à suivre : c'est de vous séparer juridiquement ; mais comment s'y prendre : il faut des preuves ; la procédure peut être très-longue, & votre situation est pressante.

Observée comme vous l'êtes, sans doute, par des gens dévoués à votre mari, la retraite même dans un couvent vous est interdite ; & avant que nous nous soyons reconnus dans le dédale des loix, votre état sera peut-être empiré au point, qu'on n'y pourra plus apporter remède.

J'ignore, au reste, la marche de ces loix qui exigent qu'on remplisse de longues formalités, pour se soustraire à un péril imminent, & qui ne vous arrachent au danger que pour vous livrer à l'ennui. Le sort d'une honnête femme mal mariée est bien à plaindre ; il faut en convenir. L'homme, trompé, garde du moins sa liberté. Ne seroit-il pas bien plus simple de rompre, à l'égard de deux époux, une union à laquelle l'un d'eux a re-

noncé si solennellement par sa conduite envers l'autre ?

J'ai peu acquis par la lecture, mais j'ai beaucoup voyagé, beaucoup vu, & encore plus réfléchi. Dans presque toutes les contrées où j'ai passé, j'ai vu le Divorce prévenir ou mettre fin à ces dissensions qui divisent éternellement nos maisons, qui en causent l'extinction, & qui sont la source de tant de crimes. Ah ! Madame, que cet usage, s'il étoit pratiqué parmi nous, nous auroit épargné des chagrins ! Que d'assassinats, que d'empoisonnements, que de crimes atroces on auroit évité de punir, sans compter ceux qu'on ignore, ou qu'on feint d'ignorer, ou qu'on ne veut pas même apprendre ! Le Divorce remédieroit à ces énormes abus ; & bien différent des loix qui punissent le coupable, il prévient le mal. J'ai vu beaucoup de personnes applaudir à cet usage ; j'ai vu aussi des gens que l'idée seule du Divorce mettoit en colère. Il semble en vérité que ces gens-là aient intérêt à multiplier les vices, & que la corruption soit le thermomètre de leur félicité.

Quoi qu'il en soit, Madame, il ne faut pas perdre courage. Peut-être votre état n'est pas absolument sans res-

sources : je ne vous demande qu'un peu de patience. J'écris dans le moment à M. l'Abbé D..... votre parent & le mien ; & je joins à ma lettre une copie de la vôtre. Je sçais qu'il a beaucoup de préjugés de collège ; mais sans doute que les cris de sa famille désolée , le rendront sensible , & qu'il préférera la qualité de bon citoyen , de bon parent , de bon ami , à la qualité de dévoué aux prétentions ultramontaines. Il est assez instruit pour nous ouvrir quelque moyen de nous tirer de peine , & il y répugnera d'autant moins , qu'on parle déjà assez haut d'un projet de réformation dans la partie de nos loix qui concerne le mariage. Soyez persuadée , Madame , que le gouvernement actuel , qui ne laisse échapper aucune occasion de faire du bien , ne manquera pas celle-ci. La situation de l'Europe Catholique , les principes qu'elle adopte , semblent annoncer que désormais nous serons soumis à des loix fondées sur la raison , & qui nous seront propres. Il y a long-tems que nous sommes conduits par les préjugés ou par les intérêts des autres , & qu'un joug étranger nous accable : mais on revient de tout , & l'on commence à sentir qu'il vaut mieux , dans tout ce

qui peut être de son ressort, vivre
sous la dépendance d'un pouvoir ci-
vil qui nous protège, que dans l'es-
clavage d'une théocratie qui nous dé-
vore.

Je suis, &c.

De R..... ce 10 Janvier 1773.



L E T T R E I I I .

*M. le Comte de R..... Tuteur de la
Marquise d'Olman , à M. l'Abbé
D..... en lui envoyant la Lettre
de cette Dame.*

IL est impossible , Monsieur , qu'il ne vous soit revenu , au moins , une partie des désordres de M. le Marquis d'Olman : vous en avez gémi , sans doute ; mais vous frémirez d'horreur en apprenant les nouveaux excès auxquels il s'est porté envers notre cousine. La Lettre ci-jointe n'est qu'une légère esquisse des maux qu'elle éprouve ; je sçais des détails mille fois plus affreux encore.

M. d'Olman a chassé Germond , & cet ancien domestique a cru sa probité intéressée à me confier les motifs secrets de sa sortie de chez le Marquis. Il a appartenu vingt ans au pere de Madame d'Olman , & est rentré auprès d'elle lors de son mariage. Dans ce long intervalle il a donné cent preuves de sa fidélité , jamais il n'a manqué aux devoirs d'honnête

homme : ainsi l'on peut regarder comme certain ce qu'il avance.

Retenu par l'austérité des mœurs de Germond, le Marquis n'a pas apparemment osé lui proposer net de le débarrasser de sa femme ; mais faisant adroitement tomber des soupçons sur sa conduite , & mêlant des mots de respect & d'estime pour la maison dont elle sort , il lui a fait entendre que son intention étoit qu'on n'en prît aucun soin. Pour justifier cet étrange procédé, il n'a pas craint de dire qu'il avoit des preuves de l'inconduite de sa femme dans sa maladie : ainsi qu'elle mourût ou qu'elle en revînt , la chose étoit égale par rapport à lui ; qu'elle ne lui touchoit plus en rien : qu'au reste, si le hasard vouloit qu'elle en réchappât , un cloître seroit son partage, mais qu'il seroit à souhaiter pour elle & pour lui , & pour sa famille , qu'une mort prompte évitât un éclat dont la honte doit retomber sur elle.

Il n'y a qu'un homme familiarisé avec le vice qui puisse entendre ces propos de sang froid. Germond a été révolté. Le Marquis s'apercevant de son trouble , a recouru à ses ressources ordinaires ; l'hypocrisie & la perfidie. Il a caressé Germond, l'a flatté

de sa confiance, & n'a pas oublié les promesses. Il lui a même désigné vaguement le prétendu galant de sa femme : c'est le Chevalier de V..... qu'il a mis en jeu : & ce n'est que pour ménager la réputation de toute notre maison, qu'il n'a pas voulu encore se faire justice de deux amans qui l'outragent..... Ceux qui ont pratiqué d'Olman ne concilieront pas aisément ces ménagemens, avec son caractère.

Il y a plus de trente ans que je connois le Chevalier de V..... je ne le crois point exempt de passions ; mais je suis sûr qu'il se garderoit bien de les satisfaire par un crime, même par un manque de confiance. C'est l'homme du monde qui a les mœurs les plus honnêtes, & celui qui peut-être s'est donné le plus de soins pour entretenir l'union dans le ménage de d'Olman. Vingt fois il a été sur le point de s'aliéner l'estime de la Marquise, en voulant lui persuader qu'elle devoit dissimuler les mauvais traitemens de son mari, dont il étoit le témoin, & qu'elle ne devoit opposer à son humeur brusque, que la douceur & la soumission. Quand d'Olman fait tomber ses soupçons sur le Chevalier de V..... il oublie ap-

paremment ce qu'il a dit tant de fois ; que le Chevalier l'ennuyoit en voulant toujours le ramener à sa femme. Vous connoissez plusieurs personnes auxquelles il a fait cette confidence. Ce n'est pas-là la conduite d'un amant.

Je crois d'ailleurs que vous êtes , ainsi que moi , persuadé de la vertu de notre cousine. Ce seroit agir contre la vraisemblance que d'en croire sur ses soupçons un homme déjà coupable de tant de fautes connues , qui a le plus vif intérêt à flétrir la réputation de sa femme , pour se disculper ; par préférence à une femme dont les mœurs ne sont point équivoques , & dont jusqu'à ce jour la conduite a eu le suffrage de tous les honnêtes gens. La prudence qu'elle a eue de se taire , dans mille occasions où la clameur publique sembloit l'autoriser à se plaindre , loin de faire contre elle , donne du poids à ce qu'elle dit aujourd'hui : c'est le cri d'une douleur portée à l'excès , & l'expression de la vérité que trop de timidité retenoit. N'en doutons pas , Monsieur ; d'Olman est incapable de remords , il ne l'est pas de crainte. Il veut s'en délivrer : son but , je ne crains pas de le dire , est d'ensevelir tous ses crimes par un cri

me plus grand encore, & qui en détruit la preuve.

C'est moi qui ai fait ce mariage ; c'est vous, Monsieur, qui l'avez béni : nous avons cimenté, sans le sçavoir, le malheur de notre cousine : c'est de nous deux qu'elle a droit d'attendre d'être secourue. Il faut donc nous concerter sur ce point, & j'agirai aussi-tôt que j'aurai reçu votre décision. Le temps presse ; & si la férocité de d'Olman prévenoit nos démarches, nous aurions à nous reprocher éternellement notre lenteur. Vous m'allez alléguer des formalités à remplir, de longues procédures qui doivent précéder leur séparation : mais, dans les cas urgens, il faut trancher sur les difficultés : les loix ne veulent pas, sans doute, laisser au crime le temps de se consommer, pour le seul plaisir d'en punir le coupable. Dans le danger, il faut une loi prévenante, & non une loi réprimante, parce qu'il vaut mieux éviter le mal, que d'être vengé de celui qu'on a reçu ; & si nous n'avons point une telle loi, c'est un vice qu'il convient, je crois, de corriger. Mais il doit être des moyens de soustraire un époux à la fureur de l'autre, ou à sa démence ; & ces moyens doivent être courts. Qu'elle fuie, qu'elle s'enferme dans un

couvent , m'allez - vous dire. Je vous répondrai qu'elle est trop vertueuse & trop sensible pour risquer de donner prise sur elle par la fuite , & trop observée pour se pouvoir retirer dans un couvent. J'ajouterai que je ne vois pas la raison d'une loi qui emprisonne ma cousine pour punir les sottises de son mari. Dites-moi ce que vous sçavez là-dessus : je vais vous dire ce que j'ai vu.

En Prusse , la première démarche des Juges , est de séparer des gens mariés qui ne peuvent sans danger rester ensemble. La partie qui se plaint , & qui a des risques à courir , est mise d'abord sous la protection des loix , où elle attend en sûreté la rupture totale de son mariage , avec la permission d'en contracter un autre , si elle le veut.

Je vous avoue que cette manière de procéder me paroît très-sage , & très-conforme au droit naturel qui , non-seulement , permet de rompre un engagement qui fait notre malheur , mais qui l'ordonne même , quand celui qui l'a reçu a manqué le premier aux conditions : c'est la loi de tous les pactes.

Je sçais que vous allez vous replier sur la Religion romaine que nous professons. Je ne suis pas théologien ; j'en fais l'aveu. Mais je sçais , & j'ai vu

36 *Cri d'une honnête Femme.*

des hommes très-pieux & très-éclairés qui pensoient comme moi ; je sçais , dis-je , que le Christianisme n'est autre chose que la perfection de la loi naturelle. Est-ce qu'une loi n'est à son point de perfection , que quand elle produit la misère publique & le malheur particulier ? Redressez mes idées là-dessus , s'il vous plaît ; car ma raison livre de furieux combats à ma foi , quand je veux approfondir cette matière.

Je suis , &c.

De R..... ce 10 Janvier 1773.



LETTRE IV.

*M. l'Abbé D.... à Madame la Marquise
d'Olman.*

J'AI été pénétré de la plus vive douleur, Madame, en apprenant la situation où vous vous trouvez. Je sçavois bien que vous ne jouissiez pas de tout le bonheur que vous méritez ; mais j'ignorois que les choses fussent portées au point que vous dites. Occupé des devoirs de mon état, je suis peu instruit de ce qui se passe dans un monde auquel j'ai renoncé, & que je vous ai sollicité plusieurs fois d'abandonner avant votre mariage. Je vous avouerai d'ailleurs que si ma façon de penser m'éloigne de tout ce qu'on appelle affaires, j'ai une répugnance plus marquée encore à me mêler des tracasseries de famille.

Cependant vous me demandez des conseils ; je vous en dois, & comme ministre de la Religion, & comme ayant l'honneur d'être votre parent, je vais vous en donner : mais n'attendez pas de moi, Madame, que mes sentimens rentrent dans ceux de M. votre Tuteur, Il a la bonne foi d'avouer

qu'il n'est pas théologien ; & , à la vérité , les gens de son métier ne sont guère à portée de décider sur des matières qui , par leur nature , sont plus du ressort du spirituel , que du civil.

Telle est celle du mariage. L'Eglise , en l'élevant à la dignité de sacrement , a voulu qu'il fût indissoluble : c'est-à-dire , que ceux qui se sont une fois soumis à son joug , ne peuvent , dans aucun cas , s'y soustraire ; & que , malgré les séparations que les loix civiles autorisent dans quelques circonstances , le caractère principal de mari & de femme que l'Eglise imprime aux époux , ne peut jamais s'effacer. La mort seule peut affranchir d'un serment prononcé en face des autels ; & quoique deux époux représentent très-imparfaitement Dieu & l'Eglise , leur union n'est pas moins indissoluble , que l'est celle de l'Eglise avec Dieu.

Il ne faut donc pas vous flatter de l'espoir chymérique d'un Divorce dont M. de R..... paroît entêté. On allégueroit en vain son existence dans les tems primitifs , & l'usage qu'on en fait encore de nos jours dans quelques contrées de l'Europe. Nous répondons à ces exemples , qu'on ne se lasse point de rapporter , que si le Divorce a été pratiqué dans les premiers siècles du

Christianisme , comme on n'en peut disconvenir, c'est que l'œuvre de Dieu n'étoit pas encore perfectionnée.

Dans les tems postérieurs , les premiers Pasteurs ont fait des loix , dont s'est formé le code religieux : & s'ils ne les ont pas promulguées plutôt , ce n'est pas que , de droit divin , ils n'en eussent le pouvoir ; c'est qu'ils ne jouissoient pas encore de toute l'autorité que de pieux Souverains leur ont rendue depuis.

Ces loix , adoptées par des Princes éclairés , tels que Justinien dans la Grèce , Louis-le-Débonnaire dans la France , &c. ont acquis l'immutabilité ; & ce n'est que par une témérité bien digne de la vanité de ce siècle , que de simples laïcs osent réclamer contre elles. A l'égard des loix de l'Eglise , Madame , il ne s'agit pas de récriminer contre l'effet qu'elles produisent : il faut respecter la source dont elles partent , se soumettre & se taire.

Celles qui astreignent le mariage à l'indissolubilité , sont , en apparence , bien rigoureuses ; je l'avoue : mais la religion n'offre-t-elle pas un asyle assuré contre les dangers de l'union conjugale , dans l'état du célibat ? Ceux donc qui ne trouvent pas dans le mariage tous les agrémens qu'ils s'y promet-

toient, n'ont à se reprocher qu'à eux-mêmes, de n'avoir point choisi l'état qui lui est opposé, & préférable à tous égards.

J'en viens à l'exemple de quelques provinces d'Europe, dans lesquelles le Divorce se pratique aujourd'hui. C'est ne guère connoître les caractères distinctifs de chaque société religieuse, que de prétendre nous ramener sur le Divorce, par cet exemple; car il ne peut être d'aucun poids par rapport à nous, qui sommes l'Eglise catholique ou universelle, & dont les rites, par conséquent, ne doivent rien avoir de commun avec les Eglises particulieres & détachées de la communion romaine. D'ailleurs le saint Concile de Trente a décidé, contre tous ceux qu'on appelle Réformés, qu'ils erroient dans la foi, & que leur discipline, & en général toutes leurs opinions sur le pouvoir des clefs, étoient l'ouvrage du démon. Il faut s'en tenir là. Les décisions de ce saint Concile sont la règle invariable de nos démarches & même de notre croyance, & elles ne doivent point cesser de les diriger, quoique l'autorité civile ne les ait point encore adoptées.

Il faut vous faire un principe universel, Madame, & qui soit applicable

dans tous les cas : c'est que tout ce qui vient de la part des hérétiques est mauvais ; & cela , parce qu'il ne peut être bon. En effet , des gens qui ont osé disputer aux souverains Pontifes leur infailibilité , leur pouvoir spirituel sur le temporel , la faculté de transmuier le sacré en civil , & le civil en sacré , des gens , dis-je , qui ont eu la témérité de trouver de la contradiction entre le vœu de pauvreté , & les richesses destinées à la pompe de l'Eglise & de ses ministres , ne sont , & ne peuvent être que l'organe de satan , le pere du mensonge.

Ces raisons , victorieuses à l'égard des Protestans , ne servent pas également contre l'usage où sont les Polonois de se séparer , pour se remarier ensuite : j'en conviens. Il faut être juste , & peser au poids du sanctuaire les avantages & les désagrémens réciproques. Si le Clergé de Pologne ne sçauroit empêcher le Divorce , ce vice légal est en quelque sorte expié par les fortes aumônes qu'ils imposent à ceux qui le demandent ; & la tendresse ingénieuse de l'Eglise a sçu tourner au profit de ses pauvres membres le scandale qu'elle reçoit en ces occasions.

Il faut être au fait des matières pour entendre ceci : je ne puis cependant

vous l'expliquer mieux , qu'en disant qu'il est une compensation sagement établie dans les différens états , & à l'égard des diverses personnes, au moyen de laquelle seule , l'Eglise peut subvenir à ses nécessités. D'ailleurs le Divorce , en Pologne , est peut-être susceptible de distinction ; ce qui est à considérer. Il se pourroit très-bien faire que leurs prélats le permissent , pour soulager les pauvres par les grosses aumônes qu'ils en retirent , sans que le Pape l'autorisât. Alors il n'y auroit pas de sûreté pour ceux qui passeroient à de nouvelles noces , & leur salut couvreroit le plus grand danger ; car enfin il ne peut pas tomber dans l'esprit d'un chrétien que Dieu ratifie ce que le Pape n'approuve pas.

Je ne vois donc qu'un parti à prendre pour vous , Madame ; c'est d'offrir à Dieu les peines que vous souffrez. Laissez , laissez agir la Providence ; elle ne vous surchargera pas. Eh ! qui sçait si un peu plus de résignation n'eût pas abrégé vos tourmens ? Confiez vos secrets à votre directeur ; engagez votre mari à voir le sien. Ces deux anges de paix feront plus pour votre repos , que toutes les puissances du siècle. Moi , de mon côté , je vais tâcher d'appaiser par mes prières la colère du Ciel ,

irrité contre votre maison. Si cependant, après ces démarches, qui doivent précéder toutes nos actions, vos dissensions continuoient, il faudra recourir aux Juges pour vous mettre d'accord ; & je vous prie d'être bien persuadée que je ne ferai aucune grace au coupable, quel qu'il soit, dès que je serai convaincu de ses torts.

Je suis, &c.

De Versailles ce 15 Janvier 1773.



L E T T R E V.

*M. l'Abbé D..... au Comte de R.....
Tuteur de Madame la Marquise d'Olman.*

JE suis très-flatté de l'honneur que vous me faites, Monsieur, en déferant à mon avis sur le parti qu'il faut prendre pour pacifier le ménage de M. d'Olman. Les personnes de votre état ne sçauroient apporter trop de prudence, quand il est question de ces choses sur lesquelles l'Eglise a un pouvoir qu'on ne peut lui ravir, ni même lui contester : se conduire autrement, c'est exposer son salut par la simple ignorance du fait.

Le sort de ces malheureux que l'écriture nous dit avoir été engloutis, parce qu'ils avoient osé mettre la main à l'encensoir, est un exemple toujours subsistant des châtimens que doivent attendre ceux qui ont la hardiesse de vouloir prescrire des loix à l'Eglise, ou de vouloir réformer celles qu'elle a établies. Privée dans quelques états de la force coactive, & du droit de punir ceux qui l'attaquent; droit dont elle a joui pendant tant de siècles, elle

n'en est pas moins à craindre pour cela. Son époux veille pour elle; & s'il est appelé bon & miséricordieux, il est aussi nommé vengeur & terrible.

Je vous crois trop pénétré des premiers principes que vous avez reçus dans votre jeunesse, pour vous laisser prévenir par toutes ces nouveautés qu'enfante un siècle de délire. Cependant, Monsieur, mon état semble m'autoriser à vous donner quelques conseils généraux sur des matières que vos occupations ne vous ont sûrement pas permis d'approfondir; l'esprit de perversité, que l'ignorance des temps a décoré du titre imposant d'esprit philosophique, a fait tant de progrès; ceux qui se sont faits ses apôtres, présentent leurs dogmes pernicioeux sous tant de formes, sous des apparences si séduisantes, qu'on ne sçauroit trop se précautionner contre leurs paroles & contre leurs écrits.

Dans ces siècles où totalité des lumières étoit concentrée dans l'ordre sacerdotal, les Princes, connoissant leurs vrais intérêts, déposèrent toute leur autorité dans nos mains. Certains que nous n'en abuserions jamais, leur conduite a été le chef-d'œuvre de la prudence humaine: le tems l'a prouvé, leur confiance n'a point été trahie.

C'est à cette époque qu'on vit éclore cette foule de loix , toutes fondées sur la sagesse & l'humanité , & qui n'ont pour but que l'édification des hommes. Par un travail aussi laborieux qu'utile , nous posâmes alors des bornes aux deux pouvoirs , des Princes & de l'Eglise ; nous ôtâmes du droit civil tout ce qui devoit plus convenablement appartenir au saint ministère ; & nous rédigeâmes enfin ce grand ouvrage appelé *Droit Canon* , que les peuples prosternés reçurent avec respect.

En conséquence de ce *Droit Canon*, le mariage , qui avoit été régi jusquelà par la seule loi civile , passa entièrement sous la juridiction ecclésiastique. Les juges laïcs ne purent même pendant long-temps, connoître de ce qu'il y a de matériel dans le mariage : toutes discussions nées de conventions matrimoniales nous étoient dévolues. Dans la suite , ils donnèrent plus d'extension à la portion de puissance qui leur est confiée ; ils attirèrent à eux la plupart des différens entre époux , & , reculant toujours les bornes de leur juridiction , ils se crurent fondés à prononcer la séparation de corps dans des cas où l'habitation commune exposoit les conjoints au danger. Mais s'ils anticipent , à cet égard , sur des droits que

nous ne cessons pas de réclamer , de notre côté , nous retenons le mari & la femme séparés de fait , sous le joug d'une union qu'ils ont jurée en nos mains , & le sceau du sacrement les suit jusqu'au tombeau.

Voilà , Monsieur , quel est l'effet du Droit Canon : tous ses points sont irréfragables : remarquez bien ceci. Le mariage , parmi nous , est donc un caractère indélébile que toutes les forces humaines ne sçauroient effacer.

Il seroit inutile à des particuliers d'alléguer la condescendance qu'ont eu quelques souverains Pontifes , pour des Princes qui leur demandoient le Divorce. Cette grace , qui n'étoit dûe qu'à la bonté des Papes , à leur tendresse paternelle , ne peut tirer à conséquence : ce n'étoit que l'effet de leur volonté propre , & éclairée , sans doute , par les circonstances. L'histoire est remplie de faits qui attestent , qu'ils n'ont de loi à suivre , à cet égard , que celle que leur dicte la prudence : Henri VIII , Roi d'Angleterre ; Lothaire , Roi de Lorraine , &c. ont demandé le Divorce : il leur a été refusé. S'ils ont persisté dans le dessein de quitter une femme , pour en prendre une autre , leur opiniâtreté , comme on sçait , leur a été fatale.

On a long-temps combattu cette branche du pouvoir des Papes : l'ignorance où l'on étoit de leurs droits , pouvoit en être la cause ; mais enfin , les décrétales , qui sont autant de décisions absolues émanées de saints Pontifes ; ayant été recueillis par un saint Prêtre , l'autorité de l'Eglise sur le mariage a été fixée de manière à ne plus être contestée.

Réduisons , s'il vous plaît , la question à des termes plus simples. Les divers établissemens que nous avons faits , ont été trouvés bons dans leurs temps ; nos peres les ont respectés , & n'ont osé y rien changer : ne faut-il donc pas convenir qu'il n'y a qu'une damnable présomption qui puisse porter les hommes d'aujourd'hui à essayer de détruire un ouvrage auquel tant d'excellens génies ont applaudi dans les siècles précédens. Croyez-moi , Monsieur , ne changeons rien à l'ancien édifice ; tous les changemens sont dangereux : il faut s'en méfier. Il se peut faire que l'indissolubilité du mariage nuise à la population : je n'en sçais rien , au reste. Il se peut faire aussi que cette gêne où le sacrement retient des époux , ajoute à leur malheur , les conduise au désespoir , & , quelquefois , du désespoir au crime ; mais c'est une loi de l'Eglise. Que
le

le Magistrat laïc séviffe contre les coupables..... il le peut..... mais que le sacrement, ce signe visible d'une chose invisible, continue de subsister. Oser y toucher, seroit un crime mille fois plus grand, que tout ce que son indissolubilité peut produire de forfaits.

La politique du siècle voit d'énormes inconvéniens dans cette indissolubilité. Comment, direz-vous, une loi qui nous met dans le cas de perdre la balance avec l'étranger qui pratique le Divorce, une loi qui divise les familles, qui foment la débauche, le luxe & la dissipation; une loi qui, en jetant l'incertitude sur les filiations, en irritant les époux, leur fait haïr leur postérité, les porte au moins à la négliger, & la rendre par-là, non-seulement inutile, mais encore nuisible à l'Etat; une telle loi ne peut être détruite, ou réformée? Non... Et la raison?... C'est qu'elle est une loi de l'Eglise, qu'elle est ancienne, & qu'il ne faut pas faire de changemens. Mais, ajoute-t-on, & c'est le langage ordinaire; mais la population se détruit, les mœurs se dépravent, nous marchons à grands pas vers notre ruine.... Je réponds à tout cela: que la volonté du Ciel s'accomplisse. Dieu sçait ce qui nous convient: laissons-le agir,

Plus l'état de mariage sera périlleux , & moins l'on s'y engagera : la vie célibataire sera alors la plus généralement pratiquée , comme elle est la plus agréable aux yeux de Dieu. Le monde diminuera , sans doute ; mais l'œuvre du Seigneur augmentera , & tout sera dans le plus haut degré de perfection possible.

Soyez sûr d'ailleurs que ces grands mots de population , de gloire , de splendeur des Etats , de félicité publique & particulière , de liberté civile & domestique , de patriotisme , d'amour , de respect pour le Souverain laïc ; que ces mots , dis-je , qu'on retrouve dans tant d'ouvrages aujourd'hui , ne sont qu'un gazon qui cache le précipice où les incrédules voudroient nous ensevelir. Il suffit de lire leurs écrits sans prévention , pour voir que leur unique but est de nous arracher des mains le pouvoir dont nous jouissons ; pouvoir que nous n'avons acquis qu'à force de sollicitude , & qui a prescrit , par son ancienneté , de nous enlever nos richesses , monumens de la piété de leurs peres , pour les faire rentrer dans un monde que Dieu hait , dans un monde où elles ne serviroient qu'à allumer son indignation en multipliant les enfans de sa colère. Eh !

Monfieur , qui défarmeroit cette colère que nos péchés fomentent fans cefse ? qui attireroit la miféricorde fur cette terre maudite , fi l'on anéantiffoit notre zèle , en dépouillant le facerdote de fes biens & de les plus précieufes prérogatives ? On ne doit avoir que de l'horreur pour de femblables vues : les adopter , c'eft fe rendre complice de la révolte de leurs auteurs , & mériter les châtimens qui leur font préparés.

Je ne vous rapporte qu'une foible partie des raifons qui combattent victorieufement pour la réjection de toutes nouveautés : je penfe cependant vous en avoir dit affez , pour vous faire revenir des préjugés dans lesquels l'ignorance des matières fpirituelles vous a fait tomber , par rapport au mariage. J'écris dans le même efprit à Madame la Marquife d'Olman ; & j'efpere que vos confeils , joints aux miens , la rameneront aux vrais principes qui lui apprendront , qu'il vaut mieux tout fouffrir que de fe regimber contre une loi qu'on s'eft impofée à foi-même , & que , pour de bonnes raifons , l'Eglife à jugée devoir être irréfragable.

Je fuis , &c.

Versailles le 16 Janvier 1773.

L E T T R E V I.

*Madame la Marquise d'Olman à M.
le Comte de R..... son Tuteur.*

Votre Lettre avoit apporté quelque soulagement à mes douleurs ; j'y retrouvais , avec une satisfaction secrète , ce caractère sensible & vrai qui a toujours été le partage des hommes de notre maison. Celle que j'ai reçue hier de M. l'Abbé D..... a produit en moi un effet bien différent. Elle m'a jetté dans un abattement dont rien ne sçauroit me tirer , sinon la confiance que j'ai en vous. Quoi ! Monsieur , mes maux sont sans remède ! Quoi ! un pouvoir invisible m'attache à un mari qui me hait , & que je ne puis plus aimer ! Il me réduit à l'état du célibat , contre mon choix , qui m'a fait préférer celui du mariage. Nœud fatal ! J'ai pu jurer indiscretement ma perte ; mais le ciel a-t-il dû accepter mon serment ?

J'ai employé une partie de mes biens à réparer les dissipations de mon mari ; pendant six ans j'ai essuyé ses mépris ; il m'a communiqué le levain dont lui-même est infecté : il me refuse aujourd'hui jusqu'aux secours qu'on ne dénie

point à ses ennemis ; il essaie de flétrir mon honneur ; enfin , il a osé mettre mes jours en danger : ce n'en est point encor assez. Il faut que je reste sous la main de mon tyran , que j'attende tranquillement les nouveaux coups qu'il me voudra porter , & que je n'oppose à la violence , ou à la fraude , qu'une stupide résignation.

Des loix aussi contraignantes ne semblent-elles pas prescrire à des Epoux , de prévenir par un crime celui qu'on voudroit consommer sur eux ? Il ne faut pas supposer dans tous les hommes assez de vertu , pour qu'ils résistent à la tentation , quand ils se trouvent dans une situation extrême ; lorsqu'on envisage un malheur éternel , & qu'il n'est qu'une porte pour en sortir....

Les procédés violens de tant de maris & de femmes que j'ai connus , ne sont plus un problème pour moi : j'en trouve la solution dans l'indissolubilité du mariage. Vous croyez bien que je n'ai pas fait ces réflexions pour moi-même ! vous sçavez que mon caractère n'est propre ni à conduire , ni à commettre un crime ; mais elles m'ont amenée à la découverte d'un contraste frappant entre nos loix religieuses , & notre religion même. Celle-ci impose aux gens mariés de se donner ,

autant qu'il est en eux , une postérité : celles-là , au contraire , détruisent autant qu'elles le peuvent la procréation des enfans , en forçant des époux défunis à vivre ensemble , ou en les empêchant de se remarier , après leur séparation.

Il n'y avoit pas encore six mois que j'étois mariée , quand je m'aperçus que mon mari n'aimoit en moi que ma fortune. Depuis ce tems je n'ai reçu de lui que des preuves de sa brutalité. Dans tout cet intervalle j'ai bu à longs traits dans la coupe inépuisable du mépris , tous les jours ont été pour moi des jours d'ennui & de douleur , & le plaisir même s'est converti en poison pour votre malheureuse cousine.

Je ne confierois pas à un autre que vous , Monsieur , ce que je vais vous dire ; mais vous avez trop de droiture dans le cœur , pour blâmer ma candeur. Une femme n'ose-t-elle vouloir être mere ? Notre pente , à suivre le vœu de la nature & de la religion , seroit-elle donc un crime ? Le devoir d'avoir des enfans , tant recommandé aux personnes engagées dans le mariage , ne seroit-il donc qu'un devoir factice , ou nullement essentiel à remplir , la morale qui le prescrit , une morale fausse ; & le prêtre qui l'enseigne , un imposteur ?

Le mariage indissoluble n'offre aux époux mal-assortis que deux issues également fâcheuses ; l'adultère , ou la stérilité ; deux conditions également destructives du bonheur & de la tranquillité particulière & publique : encore les loix divines & humaines les réprouvent-elles. Et quand , par impossible , elles toléreroient ces deux états , ne se peut-il pas faire qu'une femme ne soit point assez corrompue pour embrasser l'un ; ni qu'elle nait pas le cœur assez indifférent , pour rester dans l'autre ?

! Telle est cependant la cruelle alternative à laquelle les gens mariés sont réduits pour la plupart ; sur-tout dans nos capitales , où les modèles du vice ne sont pas rares , & les progrès de l'exemple plus rapides qu'ailleurs. Qu'est-ce donc que le mariage pour ceux qui , comme moi , n'en goûtent point les douceurs , qui n'y vivent , au contraire , que dans la contrainte & l'affliction , ou dans le danger continuel d'y perdre l'honneur & la vie ? C'est un sacrement , me dit M. l'Abbé D..... C'est un anathème pour moi , lui répondrois-je volontiers. Un sacrement ! C'est-à-dire quelque chose de divin , dont je ne comprends pas l'essence , il est vrai , mais dont je ressens

violemment les effets. C'est donc ce sacrement qui divise la famille de mon mari & la mienne, qui les rend irréconciliables ; c'est lui qui, après avoir causé la perte de mes biens, causera peut-être celle de ma santé ; c'est lui qui me privera peut-être encore, & pour toujours, de l'avantage d'être la mere d'une nombreuse postérité, que j'aurois formée à la vertu, qui auroit fait ma félicité dans l'âge mûr, & qui auroit prit soin de ma vieillesse ; c'est lui qui me condamne au chagrin de vivre isolée dans l'état de famille ; c'est lui qui m'interdit le bonheur de faire celui d'un autre homme que M. d'Olman : c'est lui enfin qui veut que j'attende, dans une imprudente sécurité, l'horrible catastrophe qui doit terminer mes miseres avec ma vie, tandis que ma raison, que l'instinct naturel me dit de fuir, de mettre tout en usage pour conserver mes jours, & pour épargner un crime à celui qui voudroit y attenter.

Seroit-ce bien-là le Sacrement de mariage, cette bénédiction qui ne peut avoir pour objet que le bonheur des époux ? La main de l'homme n'y auroit-elle rien ajouté ? Quelque intérêt particulier n'en auroit-il pas rétréci ou étendu les devoirs ou les conditions ? C'est, peut-

être , ce qu'il faudroit examiner. Mais nous ne sommes , vous & moi , que de simples laïques , comme nous l'observe , fort bien M. l'Abbé D..... & des laïques ne doivent pas discuter ces matières. Est - ce que le Clergé possède exclusivement le bon sens & la raison ? Seroit-il encore bien venu à nous dire aujourd'hui , ce que disoient autrefois les gens de la société de l'Hôtel de Rambouillet : *Hors nous & nos amis , il faut convenir que le reste du genre humain n'a pas le sens commun.*

Voilà bien des réflexions pour une femme dans l'état où vous me sçavez , n'est-ce pas , Monsieur ? Si l'Abbé D.... voyoit ce que je vous écris , il prendroit ma première Lettre pour un Roman. Vous même êtes surpris ; j'en suis sûre. Il ne faut pas vous cacher ce qui me rend si diserte. Je n'irai point à Frem..... où M. d'Olman prétendoit m'envoyer. Un de ses créanciers m'évite ce disgracieux voyage , qui eût été le dernier de ma vie. C'est un trait de la prudence & de l'activité de ma femme de chambre. La zélée Toinon a plus fait : elle a consulté un médecin du secret duquel elle est sûre. Elle m'administre elle - même les remèdes qu'il prescrit , & lui rend compte journallement de leurs progrès. Oh l'excel-

lent sujet que cette Fille ! Si par la mort , ou autrement , je ne pouvois assurer sa fortune , je vous en charge ; & je suis certaine que vous remplirez mes vœux avec plaisir.

Il paroît décidé que je resterai à Paris. M. d'Olman le souffrira d'autant plus volontiers , qu'il croit ma santé abandonnée au hasard , & qu'il est très-convaincu que je n'en réchapperai pas. Il est inutile de vous observer combien il est instant de profiter des momens que la ruse de Toinon nous laisse : celui où mon mari découvreroit notre innocent stratagème , me seroit fatal. Je sçais que vous partagez trop mes peines , pour ne les pas faire cesser aussi-tôt que vous le pourrez. Prenez tous les partis que votre prudence vous suggérera , excepté pourtant celui dont vous me parlez dans votre Lettre. J'aimerois mille fois mieux mourir , que d'être un jour l'objet de quelques reproches , ni de vous exposer en aucune manière.

Je suis , &c.

De Paris ce 18 Janvier 1773.

LETTRE VII.

Monsieur le Comte de R..... à Madame la Marquise d'Olman.

C'Est encore moi qui suis cause que vous êtes grondée, Madame. Je ne sçais par quelle fatalité, l'homme du monde qui desire le plus votre bonheur, contribue sans relâche à vous chagriner. Si la peine s'affoiblit en se partageant, vous devez sentir diminuer la vôtre, en apprenant que j'ai essuyé ma bonne part de la mauvaise humeur de M. l'Abbé D..... Mais je me charge du soin de vous venger, & moi aussi, par une Lettre que sûrement il ne montrera à personne. Ainsi parlons d'autre chose.

Puisque la situation des affaires de M. d'Olman l'oblige à vous laisser à Paris, je vais m'y rendre incessamment; & comme mes visites seroient suspectes, si elles devenoient trop fréquentes, je ne vous verrai que rarement: encore fera-ce en compagnie. Mais je détacherai un de mes gens, homme dont la fidélité m'est connue, qui, à l'aide de Toinon, fera notre correspondance. Par ce moyen je serai instruit à tout moment de votre état; & si votre mari

vouloit employer quelqu'une de ces ruses criminelles , avec lesquelles il semble s'être familiarisé , je vous secourrois , même malgré vous.

J'ai réfléchi sur votre séparation juridique : cette voie me paroît impraticable. Aucun de nos moyens n'est susceptible d'être prouvé : c'est le cas de toutes les querelles entre mari & femme : en sorte que les juges , en nous plaignant , bien convaincus intérieurement de la justice de notre demande , ne pourront cependant pas prononcer en notre faveur. Nous pourrions , il est vrai , nous servir des dépositions de Germond & de votre femme de chambre ; mais ces témoins , les seuls bien instruits des faits , seront récusés. Vous sentez que votre mari ne manquera pas d'éluder leur témoignage. D'un côté , sa perfidie démasquée ; de l'autre sa fortune réduite presque à rien par votre séparation ; toutes ces considérations lui feront tenter l'impossible pour détourner l'orage. D'ailleurs , les procédures préliminaires de la séparation ne peuvent être faites à son insçu ; & quel traitement n'auriez-vous pas lieu d'appréhender de la part d'un homme qui n'aura plus rien à risquer , & auquel il ne restera d'espoir de se sauver , qu'en vous perdant ?

Ce n'est pas tout. Si nous ne présentons aux juges que des faits de peu de conséquence, comme la froideur de votre mari, ses mépris, sa légèreté, la dissipation d'une partie de vos fonds, à laquelle vous avez consenti, son ingratitude, contre laquelle nous n'avons point de loix, nous ne serons pas écoutés. Un homme du métier m'en a prévenu. Mais si nous recourons aux faits graves, comme les peines sont de la même nature que le crime; & que chez nous la honte n'est point personnelle, toute la maison de M. d'Olman va se mettre de la partie. Elle voudroit bien vous tirer de ses mains, elle desireroit qu'il soit puni; mais elle ne voudra point être déshonorée dans la personne de son parent. Elle aura raison de défendre le Marquis; nous n'aurons assurément pas tort de le poursuivre. On s'échauffera de part & d'autre; & voilà un procès interminable entre deux familles amies depuis plus de cent ans, qui se sont alliées vingt fois entr'elles, & auquel tout ce qui les touche en quelque degré que ce soit, prendra parti. Encore ne serez-vous pas libre, ni même absolument à l'abri des fureurs de d'Olman.

N'allez pas vous mettre au désespoir, Madame, parce que je vous fais

envisager votre séparation juridique comme impossible. Quand il s'agit de vos intérêts, de votre bonheur, je n'abandonne pas si aisément le champ de bataille. J'ai depuis long-tems en vue une autre espèce de séparation. J'en avois conçu le dessein bien avant que vous fussiez malheureuse. Tant de maris trahis par leurs femmes, tant de femmes opprimées par leurs maris, m'ont fait considérer l'union conjugale comme une sentence de peine perpétuelle prononcée indistinctement contre l'innocent & le coupable. Je n'avois donc garde de m'y engager. Pendant quelques années j'ai réservé pour moi une façon de penser, sur laquelle une société frivole n'eût pas manqué de jeter du ridicule, mais que les événemens journaliers, me faisoient regarder comme très-juste. La lecture du livre de M. le Maréchal de Saxe m'apprit que ce grand homme étoit dans le même sentiment que moi, (a) sur la nécessité du Divorce. Et je vous avoue que le suffrage d'une aussi bonne tête, fortifia dans la mienne le sentiment que j'avois, de l'utilité de séparer des gens qui ne peu-

(a) *Rêveries du Maréchal de Saxe, Réflexions sur la Propagation de l'espèce humaine, page 221 & suivantes de l'édition de 1756, in-folio.*

vent pas vivre ensemble , & qui trouveroient leur avantage dans une nouvelle société. Auffi depuis ce tems-là je ne cesse de consulter tous ceux en qui je suppose une étincelle de sens commun , sur le moyen , qui devoit être bien simple , de rompre un nœud qui ne subsiste plus , qui fait le malheur de deux personnes , de leurs familles , & d'en former un nouveau qui feroit leur félicité.

Le feu que je mets dans une chose qui ne m'intéresse qu'autant qu'elle tient au bonheur du genre humain , m'a quelquefois attiré d'impertinentes leçons. Mais , s'il est encore d'imbéciles cagots qui croient avoir répondu à tout , en criant à l'impiété , qui mettent toujours Dieu & la Religion en opposition avec le droit naturel (*a*) ; il est aussi des

(*a*) Le droit naturel n'a , rigoureusement parlant , qu'un seul principe , mais qui semble le plus énergique de tous : *Traitez autrui comme vous voudriez qu'autrui vous traitât.* Ce principe exclut donc toute jouissance qui ne s'acquiert que par l'injuste privation qu'éprouve un de nos semblables. Comme on a cherché à obscurcir tout , l'on a confondu le droit du plus fort , qui consiste à jouir sans égards pour les privations que les autres souffrent , avec le droit naturel. Il n'a pas été difficile ensuite de conclure que celui-ci étoit insuffisant pour régir les hommes. On argumentoit plaisamment il y a quelques siècles , sur-tout dans nos contrées. Quoi qu'il en soit , & malgré les additions que l'ignorance ou l'intérêt ont pu faire au droit divin , il

hommes droits, sincères, & qui placent l'humanité dans la classe des premiers devoirs. J'en ai rencontré dans l'état Ecclésiastique, & parmi les Magistrats qui, par leur piété, leur intégrité, leurs mœurs & l'étendue de leurs lumières, honorent les charges ou les emplois dont ils sont revêtus; & dont le sentiment, par conséquent, est du plus grand poids. Eh bien, Madame, la façon de penser de ces honnêtes gens est bien consolante pour nous. Ils ne voient point de difficulté à séparer ce qui ne peut être uni. Ils conviennent unanimement que le plus utile privilège qu'un Prince pût donner à ses sujets, seroit celui du Divorce, en y mettant de justes limites. Tous sont étonnés de ce que les Souverains Catholiques ne se sont pas plutôt roidis contre l'abus de l'indissolubilité du mariage, qui en entraîne tant d'autres, & qui porre le plus grand préjudice à la splendeur des Etats, à la liberté, à la sûreté des Peuples.

Un militaire que vous connoissez, & qui, comme moi, ne s'est point marié, parce qu'il ne vouloit point rendre une femme malheureuse ou de-

ne peut jamais être en opposition avec le droit naturel, parce qu'ils ne sont qu'une émanation l'un de l'autre. *Note de l'Editeur.*

venir lui-même éternellement malheureux, me fit dernièrement une observation qui me parut frappante. Le Roi de France, disoit-il, ne voudroit pas soumettre cinquante mille de ses sujets à travailler gratuitement toute leur vie à l'entretien du parc de Versailles : si même ce droit tenoit à sa couronne, il l'en détacheroit. Mais il souffre qu'une puissance étrangère retienne toute la nation captive sous le joug ou d'une indissolubilité absolue dans le mariage, ou de la perpétuité de vœux dans l'état ecclésiastique. Cela est singulier, en effet, & ne ressemble pas mal à la punition des galeres à vie, que les loix décernent contre certains coupables.

Je ne me souviens point d'avoir vu dans aucun pays de l'Europe, excepté ceux où l'esclavage a lieu, qu'un Souverain se soit jamais imaginé de contraindre ceux qui ont une fois embrassé un métier, une profession, un état quelconque, à le suivre jusqu'à la mort : cet énorme droit étoit réservé à l'ambition de la Cour de Rome. Ne diroit-on pas, en considérant la France sous ce point de vue, qu'elle est du nombre de ces petites souverainetés dont le sol appartient à tel Prince, & les hommes à tel autre ? Quel pouvoir plus étendu, ou plutôt quelle au-

torité plus barbare , que celle qui m'attache pour jamais à ce que je hais , ou qui m'éloigne sans retour de ce que je peux aimer ! Je ne me retrace jamais votre triste situation , Madame , sans me rappeler en même-tems le rigoureux supplice de deux ennemis irréconciliables , qu'un pouvoir tyrannique forceroit de vivre dans la plus étroite société.

Ce qui m'a extrêmement flatté dans les diverses consultations que j'ai faites , c'est qu'il paroît que si la loi actuelle s'oppose à votre bonheur , cette loi n'est pas de nature à ne pouvoir être modifiée ou changée en une meilleure. Elle n'a rien de divin dans son institution , & son origine humaine ne remonte même pas fort haut dans les siècles passés. Les mêmes personnes qui s'étonnent de l'existence de l'indissolubilité du mariage , ne sont pas moins surprises de ce que cette loi n'ait pas été supprimée déjà : c'est qu'elles ont réfléchi à ses inconvéniens , depuis que je leur en ai parlé.

Quand une fois l'on s'est accoutumé à un usage , que cet usage a vieilli , on souffre le mal qu'il cause , on en éprouve toutes les suites fâcheuses , sans y songer ; ou du moins on ne les regarde que comme un inévi-

table fatalité. Il faut aux hommes un *éveil* qui les tire de leur assoupissement, & qui manifeste la décadence de l'Etat & la source de ses maux : alors ils rougissent d'avoir été les dupes, & ils ne tardent pas à détruire le pouvoir magique qui les opprimoit.

Ainsi une foule de loix, de coutumes bizarres & souvent cruelles, ont été respectées par nos aïeux, & abolies de nos jours. Après Casimir-le-Grand en Pologne, sont venus Frédéric II en Prusse, Catherine II en Russie, qui ont changé des loix devenues inutiles ou nuisibles à leurs Empires. Le travail de ces Princes fait leur plus bel éloge.

Louis XV a réformé aussi notre code à plusieurs égards, & simplifié la loi à plusieurs autres. Ce Prince, ami de l'humanité, n'a pas même perdu de vue le glorieux projet d'une refonte totale de nos loix, & de la réduction de nos coutumes, trop variées : dessein digne d'un grand Roi, & qui seul lui auroit acquis le surnom de Bien-aimé, si la nation n'avoit pas eu tant d'autres motifs pour le lui déferer.

Et pourquoi, en effet une loi aussi contraignante qu'est celle de l'indissolubilité du mariage, ne seroit-elle pas réformée de nos jours, & sous un gou-

vernement aussi éclairé sur ses vrais intérêts ? Pourquoi le même Souverain , qui a bien daigné étendre ses soins jusques sur les Moines , ces membres superflus du corps politique , en mettant l'ordre dans les cloîtres , en ne permettant plus à une jeunesse aveugle ou séduite de s'y précipiter ? pourquoi , dis-je , ne jettera-t-il pas un coup d'œil paternel sur le respectable & utile état de famille ? Le mariage est la source & le principe de toutes les autres conditions , du bonheur & de l'existence réelle de l'état : il n'est pas une branche de la société ; il en est le tronc & les racines , & comme tel il mérite sans doute le plus grand degré de liberté & de protection.

A quels intérêts d'ailleurs le rétablissement du Divorce porteroit-il atteinte ? Le Divorce n'est point une loi astreignante , laquelle on ne puisse éviter. Pris dans le terme le plus rigoureux , il ressemble aux loix pénales , qui ne portent que sur les fautes commises contre la société : si on les craint ces loix , il faut se garder de tomber dans les cas où elles sévissent.

Le Divorce demandé & obtenu par deux époux , vertueux d'ailleurs , mais que l'incompatibilité absolue divise , qui n'ont d'espoir de se voir libre qu'à

la mort , ce qui forme une situation horrible & dangereuse ; le Divorce , dis-je obtenu dans ce cas , est le bénéfice d'une loi bienfaisante , qui en se prêtant à notre foiblesse , ne veut pas qu'on expie l'erreur d'un moment par une peine dont la vie seule borne la durée. Mais dans le cas où il seroit accordé seulement à l'un des époux maltraité par l'autre , c'est une loi d'équité , de paix , de charité qui brise les liens d'un captif désolé ; c'est souvent une loi sainte qui , comme à votre égard , dérobe l'innocence au vice qui la poursuit , & ravit un coupable au glaive de la Justice.

Plus j'y réfléchis, Madame, & moins je conçois que personne , qu'aucun corps même ait intérêt de s'opposer au rétablissement du Divorce , si ce ne sont quelques gens perdus , quelques hommes sans mœurs & sans honnêteté , qui trouvent dans les dissensions des ménages un aliment à leur corruption.

Les Prélats même avec lesquels j'ai raisonné sur ce point ont été beaucoup plus raisonnables que M. l'Abbé D..... Ils ont senti , dès les premières ouvertures , que le Divorce seroit de tous les moyens le plus efficace pour rétablir les mœurs publiques , & rendre la tranquillité aux familles. Le sentiment

de l'Abbé doit d'autant moins vous alarmer , qu'il lui est particulier ; je vous en réponds. Son zèle indiscret pour la Cour de Rome lui a déjà fait quelques affaires , & si j'étois homme à le nommer en publiant la Lettre qu'il m'écrit , cela pourroit lui en attirer de nouvelles , & de la part même de ses confrères ; mais ce seroit donner trop de conséquence à la sottise d'un mauvais pédant.

Pour ne rien entreprendre qui puisse nuire à notre cause , j'ai cru devoir consulter le Président L..... Les lumières qu'il a répandues sur nos loix , les ouvrages dont il a enrichi la littérature ne permettent pas de douter que ce ne soit un Magistrat des plus instruits , & la confiance dont l'honore le Prince est plus que suffisante pour déterminer la nôtre. Comme la question du Divorce tient d'un côté aux prétentions des Pontifes , j'ai engagé M. L.... à prendre là dessus l'avis du célèbre Archevêque de..... Qui est aussi digne Prélat qu'excellent politique. Le sentiment de ces deux hommes respectables me sera envoyé à Paris , & ce sera d'après leur sentiment que je dirigerai nos démarches.

Je reviens à vous , Madame. Loin de vous faire un crime du desir d'être me-

re, j'y applaudis. On n'est point coupable en suivant l'impulsion de la nature ; cette idée répugneroit à la perfection de son auteur : & d'un autre côté, que de raisons peuvent faire souhaiter le bonheur d'avoir des enfans ? Une femme vertueuse, & la mere de plusieurs enfans, l'est toujours, s'amuse & s'occupe à les élever : cette occupation éloigne d'auprès d'elle l'ennui & l'oïveté, qui nourrissent les passions, ou même les font germer. Des enfans rangés autour de la plus belle femme, sont un mur d'airain qui la défendent des traits de la séduction ; ce sont des gardiens inviolables de la pureté de leur mere, que le plus intrépide corrupteur n'oseroit forcer ni séduire.

Aux premiers soins dûs à l'enfance en succède un autre, non moins important : je veux parler de l'établissement de sa famille. J'ai toujours pensé qu'il faut autant de tendresse, plus d'adresse & d'intelligence pour marier des enfans, que pour les élever. C'est dans cette circonstance que toute la sollicitude paternelle se déploie ; & que les occupations se multiplient. Mais dans l'ordre de la nature tout est compensé ; tout a ses retours, le vice & la vertu ont les leurs. L'homme sans famille est un être isolé au milieu de la société :

ceux qui ont une postérité ont une société, même dans la retraite. On devient vieux, infirme, un revers de fortune survient : vos amis vous fuiront, mais des enfans que vous avez chéris vous restent.

Je ne finirois jamais si je voulois vous dire tout ce que je pense sur ce chapitre ; mais convenons que le plaisir de se voir revivre dans ses enfans, a quelque chose de bien délicieux pour quiconque sçait penser & sentir.

Je suis, &c.

De R..... ce 10 Janvier 1773.



LETTRE

LETTRE VIII.

*Monfieur le Comte de R..... à M. L.....
Préfident au Parlement de.....*

VOus êtes depuis trop long-tems l'ami de notre maison , Monfieur , pour n'être pas fenfible aux calamités intefrines qui l'affligent. Ce mariage que j'ai fait faire il y a environ fix ans à Mlle. de..... qui avoit été confiée à mes foins par le testament de fon pere ; ce mariage que j'ai tant follicité , & dont je me promettois tant de fatisfac-tion , eft pour moi la fource des cha-grins les plus cuisans , & j'y fuccom-berois , fans l'efpoir que j'ai d'y appor-ter remede.

Le Marquis d'Olman a pouffé les mauvais procédés à l'égard de ma pu-pille jufqu'à l'excès. Ni la poffeffion d'une des plus belles femmes de Fran-ce , ni la jouiffance d'un revenu confi-dérable qu'elle lui a apporté , ni l'efpé-rance certaine d'être héritier de plu-fieurs fuccelfions très-opulentes , n'ont pu changer le caractère du Marquis , ou feulement le retenir dans les bor-nes de l'honnêteté. On diroit , à voir

D

sa conduite , que le vice est son élément , & que sa haine pour la vertu est l'effet d'une antipathie naturelle. Je veux que vous jugiez , avec cette équité qui vous est propre , si le portrait est chargé.

Quand d'Olman s'est marié , il avoit des dettes immenses que nous ignorions : ses créanciers ayant éclairé peu de tems après , sa femme a vendu plusieurs belles terres pour les satisfaire : je m'y suis opposé tant que j'ai pu ; elle l'a voulu. Passons sur cet article , qui cependant est de conséquence.

M. d'Olman avoit sans doute épousé Mademoiselle de..... sans l'aimer : c'étoit seulement à sa fortune qu'il s'étoit uni ; car il l'a méprisée dès qu'elle a été sa femme , & son impudence a été jusqu'à exiger d'elle qu'elle vécût en familiarité , qu'elle eût même pour d'indignes rivales des égards qu'on ne doit qu'à ses égaux. Cette conduite ne passera pas pour un crime aux yeux de nos étourdis , je le sçais mais votre austérité la condamne , & des loix qui la toléreroient , seroient un code de corruption.

Mais quelles peines imposeroient-elles , ces loix , à un homme qui , après avoir passé six années dans toutes les espèces de dissipations & de débau-

ches ; après avoir , pendant cet intervalle fait essuyer à sa femme tous les mauvais traitemens possibles ; après lui avoir communiqué ce mal honteux , qui seroit la juste punition du libertinage , s'il n'attaquoit que ceux qui s'y livrent , finiroit par vouloir l'enfermer dans un lieu retiré , inaccessible à tous secours , & éloigneroit d'elle le seul domestique dont elle en pût attendre , & oseroit justifier un procédé si cruel par la plus noire calomnie ? Par-tout les loix punissent le voleur & le meurtrier : est-il donc permis aux époux d'être l'un & l'autre , pourvu que leur brigandage & leur fureur ne s'étendent pas au-delà de leur domestique ?

Un nombre infini de femmes sont dans la situation que je viens de dépeindre : c'est le cas où se trouve Madame d'Olman en particulier , & il s'en faut bien qu'elle soit la seule de son rang qui soit dans cette cruelle position.

Vous m'allez demander si j'ai des preuves : oui , Monsieur , j'en ai ; mais elles ne sont bonnes que pour moi , & quand elles seroient de nature à être portées dans les tribunaux , vous devinez aisément les raisons qui nous les feroient supprimer , du moins en

partie. Vous sçavez mieux que moi qu'un procès de cette espece , entre deux grandes familles , feroit beaucoup de bruit , exciteroit une foule de mauvaises plaisanteries , des haines éternelles , & ne se termineroit jamais.

La Marquise , direz-vous peut-être , n'a qu'un parti à prendre : c'est de plaider avec son mari. Le mémoire détaillé que je vous envoie , vous fera convenir que ce moyen a de terribles inconvéniens. D'ailleurs elle est surveillée de trop près pour fuir & se réfugier dans un couvent. Seule , elle ne peut faire cette démarche , & elle ne veut pas permettre que je l'arrache à force ouverte des mains de son mari.

Je suppose néanmoins , pour un moment , que ce moyen soit praticable ; qu'enfin les juges instruits , prononcent la séparation. A quoi aboutira ce jugement ? Prenez garde , s'il vous plaît , que je plaide la cause de toute la société , en plaidant la nôtre ? On séquestrera ma cousine dans un couvent au choix de son mari ; pour la soustraire au danger , on la mettra en prison ; on la dépouillera du droit d'être mere , qu'elle s'est acquis en se mariant ; & pour la dédommager des peines qu'elle a souffert , elle continuera d'être pendant toute sa vie , la femme du plus

méchant homme du monde.

La punition imposée au coupable sera moins rigoureuse, mais un peu plus ridicule : passez moi ce terme. Il a été dissipateur, débauché : on le condamnera à passer le reste de ses jours dans le désordre & la débauche, à errer dans les passions, dans les vices, à se faire un art de les varier : on lui interdira toute association fixe : en sorte que son retour au bien ne le rendroit pas utile à la société, & que sa vertu même lui deviendrait à charge.

Voilà deux personnes punies différemment, il est vrai, mais également perdues pour la société. De ces deux personnes, l'une au moins lui devoit être précieuse, & pouvoit lui être utile. Et qui sçait d'ailleurs si une femme d'un autre caractère d'esprit que ma cousine, n'auroit pas corrigé les penchans de M. d'Olman, à force de les combattre ? Il faut, pour rendre un mariage heureux, des rapports de façon de penser, de tempérament, de foiblesse même & de vertu, que les plus habiles ne rencontrent pas toujours du premier coup.

Vous voyez déjà où j'en veux venir. Nous avons tant de fois parlé du Divorce, j'ai si long-tems réfléchi sur cet important objet, qu'il ne vous pa-

roîtra pas surprenant que j'y revienne ; dans la conjoncture présente. Je n'ai jamais cru qu'une loi qui préviendrait tant d'abus dans le mariage , qui y répandrait tant de félicité , fût impossible dans l'usage : au contraire je pense que la pratique en est facile & salutaire.

Oui , Monsieur , je pense , avec un sçavant Anglois , que le Divorce est le point le plus essentiel de la liberté domestique ; que c'est en vain qu'on est libre dans l'extérieur de la société , par la protection de la loi civile , si une loi ecclésiastique nous rend esclaves dans notre propre maison.

Avec Montaigne , que l'affection des époux a toujours diminuée , en proportion des obstacles qu'on a apportés à leur séparation , quand elle devenoit nécessaire ; & que ce qui a tenu si longtemps le mariage dans le degré de pureté qui lui convient , a été la faculté respectueuse de le rompre.

Avec Frédéric II , que quoique le mariage soit une union du mari & de la femme , laquelle union se fait dans l'intention de former pendant toute leur vie une société indissoluble , de supporter ensemble le bien & le mal , & *sur-tout d'avoir des enfans* ; néanmoins il peut être dissous :

Lorsque , d'un commun accord , les deux époux en demandent la dissolution.

Lorsque l'un des deux est convaincu d'adultère.

Lorsqu'il ne remplit pas , à l'égard de l'autre , les conditions essentielles de l'engagement.

Lorsqu'il l'abandonne.

Lorsqu'il conçoit pour lui une haine irréconciliable.

Lorsqu'il le maltraite.

Lorsqu'il contracte un mal honteux.

A plus forte raison , quand il le lui communique.

Lorsqu'il attende à sa vie.

Lorsqu'enfin il devient furieux , imbécille , ou que , pour quelque mauvaise action , les loix l'aurent noté d'infamie.

Je pense , avec Catherine II , que le mariage étant d'une institution aussi ancienne que le monde , & ayant pour objet la population , la force & le bonheur des Etats , il faut s'en rapporter toujours à cet égard aux usages primitifs , aux loix que la Divinité a bien voulu prescrire elle-même à l'union conjugale.

Le sens commun m'apprend qu'un lien pourri ne peut subsister ; que l'indissolubilité du mariage est la source

d'une infinité de désordres , qu'elle conduit au malheur , qu'elle entraîne dans le vice , & qu'elle y retient : & je prévois , avec l'illustre Maréchal de Saxe , qu'un jour l'on sera obligé de changer la police du mariage , quand on verra combien les usages qui y sont établis , sont contraires à la propagation de l'espèce humaine.

Je pense encore que ce n'est pas sans de bonnes raisons que tous les Potentats Chrétiens , excepté ceux de la Communion romaine (non compris toute fois la Pologne) autorisent le Divorce dans leurs Etats ; & , sans douter de l'étendue des lumières de la Cour de Rome , je crois que l'opinion de tant de Princes , dont plusieurs ont honoré le trône , peut au moins balancer la sienne.

Je pense enfin que si le Divorce étoit contraire au droit divin , & qu'il pût déplaire à Dieu , les Papes , qui sont son organe , ne le laisseroient pas subsister parmi les Catholiques de Pologne : qu'il faut donc convenir de deux choses l'une ; ou que le Divorce est un acte légitime , ou qu'à Rome on a deux poids & deux mesures ; l'une pour les Polonois , l'autre pour nous.

Mais vous-même , Monsieur , vous qui avez tant réfléchi sur le cœur hu-

main , & sur la meilleure manière possible de le conduire , de le diriger vers le bien , qu'en pensez-vous ?

Marquez-moi naturellement quel est votre sentiment là-dessus. Je serois bien aise d'avoir aussi celui de M. l'Archevêque D..... sur cet objet : faites en sorte , je vous prie , de l'obtenir. Ces deux opinions , dont vous ne devez pas douter que je ne fasse le plus grand cas , éclaireront mes démarches à Paris , où je vais me rendre incessamment , & où j'attendrai votre réponse.

Je suis , &c.

De R.... le 25 Janvier 1773.



LETTRE IX.

*Monfieur L..... Préfident au Parle-
ment D..... à M. le Comte de
R..... Officier Général.*

LE long ufage de la vie , Monfieur ; le genre d'étude auquel on s'applique dans mon état , & fur-tout l'habitude de juger , donnent au caractère une aufterité qui approche fouvent de la rudelfe. L'équité doit fans celfe guider le juge : trop de fenfibilité le rendoit injufte. Cependant l'expérience que j'ai du mal n'a pu tenir contre le récit que vous me faites : la lecture de votre Lettre & du Mémoire de Madame d'Olman , me déchire le cœur toutes les fois que j'y reviens. Que votre pupille eft à plaindre ! Quelle eft malheureufe ! Si elle entrevoit la perpétuité de fes peines , elle tombera infailliblement dans le défefpoir. C'eft cette idée accablante d'une captivité fans fin , qu'il faut fur-tout éloigner d'elle , tandis qu'on travaillera à la faire celfer réellement.

Si tous les hommes fe conduifoient

par la raison , il suffiroit au Divorce d'être proposé , pour être admis. Mais la meilleure idée rencontre toujours de petits préjugés , de petits intérêts qu'il lui faut combattre & vaincre ; & delà vient la lenteur de nos progrès vers le bien. Qu'un usage ait tant soit peu vieilli , l'ignorance ne manque pas de lui donner une origine respectable ; cette foible portion du monde dans laquelle il est établi , l'appelle universel ; on croit en effacer la bizarrerie par des titres éblouissants.

Telle est l'illusion qu'il faut dissiper en montrant que si jamais il a été une loi générale , c'est sans contredit le Divorce , ou le droit de dissoudre une communauté qui ne subsiste plus dans le fait , & à laquelle l'un des associés , ou tous les deux , ont renoncé pour des raisons quelconques. Sous quelque nom que ce soit , le Divorce a toujours existé ; tantôt en faveur des hommes , comme du tems des patriarches & sous la loi de Moïse ; tantôt en faveur des femmes , dans des pays où la religion , d'accord avec la politique , n'envisageoit que la population ; plus généralement le Divorce a eu lieu au profit des deux sexes , comme dans l'Empire Romain , où la subordination absolue ne regardoit que les esclaves ,

& où nous voyons également de pieux maris & de saintes femmes rompre un premier engagement, pour en former un autre. L'admission du chriftianisme qui devint la loi dominante de l'Empire, après la conversion de Constantin, n'apporta aucun changement par rapport au Divorce qui continua de s'opérer indifféremment, par la volonté mutuelle, ou par la volonté fondée en raisons de l'un des époux. En un mot, Monsieur, si l'on parcourt l'histoire de tous les tems & de tous les pays, on apprend que les affections du cœur & de l'esprit, que le choix d'un objet sur qui elles tombent; qu'enfin la liberté de sa couche, la sûreté, le repos, le bonheur que l'homme & la femme ont droit d'attendre dans le mariage, ont été regardés dans tous les tems comme des objets entièrement soumis à la juridiction de ceux qui s'y engagent, & sur lesquels aucune loi contraignante ne pouvoit avoir d'action.

Il n'eût pas suffi aux législateurs de réunir des peuples sous une forme de société; il falloit encore qu'ils trouvassent un moyen d'entretenir & d'accroître même les sociétés, & de réparer continuellement, par la procréation de notre espèce, les pertes que le cours de la nature ou les accidens

inopinés lui font éprouver. La liberté du lien conjugal étoit de tous les moyens le plus puissant pour féconder les nations. Les législateurs ne l'ont pas accordée, cette liberté ; elle étoit de droit primitif & naturel : ils n'ont fait que la laisser subsister, & la diriger. La considération que chaque individu a une situation qui lui convient, qu'ailleurs il languit & meurt, les a déterminés.

Les loix romaines, dès le berceau de ce vaste empire, vouloient qu'on se mariât. Elles vouloient encore que les gens mariés eussent des enfans. C'étoit à la condition de pere de famille que les plus beaux privilèges étoient attachés. L'ami de Trajan, le sage, le vertueux Pline souhaitoit d'être traité comme le pere de trois enfans. Pline étoit la seconde personne de l'Empire : l'estime de son maître, ses talens, ses travaux lui avoient acquis le plus haut degré de considération. Combien donc étoit sacrée la paternité dans Rome maîtresse du monde ; & qui oseroit prononcer entre sa politique & la nôtre ?

Mais si l'état de famille a été si cheri & si respecté de toutes les nations qui ont sçu apprécier leurs vrais intérêts ; si la plus grande population pos-

fible a été le but de tous les peuples politiques , & qui ont visé à la monarchie universelle, il étoit conséquent que leurs loix donnassent au mariage ce degré de liberté sans lequel tout état , toute condition languit & périt enfin. Si les fruits du mariage sont de toutes les productions la plus précieuse , la plus généralement utile , il convient que le mari & la femme , que le pere & la mere de famille jouissent du plus grand degré de protection & de faveur.

Ce n'est pas tout : s'il faut que l'économie civile soit telle , qu'elle porte tous les citoyens , sans néanmoins contraindre personne , à embrasser l'état de mariage , suivant leur destination naturelle , il convient encore que la loi procure à tous , autant qu'il est en elle , les moyens de devenir pere ou mere de famille ; qu'elle leur en fournisse même les plus puissans motifs , par la protection , par l'estime qu'elle attachera à cette qualité.

De tous les moyens , le plus propre à attirer dans l'état de mariage , c'est l'espoir d'en sortir sous certaines conditions exprimées dans la loi , en cas qu'on se soit trompé dans son premier choix ; c'est la faculté de faire divorce. La prohibition du Divorce est

par conséquent une loi repoussante , qui fait répugner au mariage , & qui dégoûte & tue ceux qui y sont engagés , lorsqu'ils se trouvent dans des circonstances où leur bonheur dépend absolument de la rupture de leurs premiers nœuds.

Chaque citoyen apporte en naissant un droit indestructible à la protection & à l'estime publique ; il n'a pas un droit moins réel au bonheur commun & à la félicité particulière. Notre aptitude à ces divers objets n'a pas besoin d'être prouvée ; ces droits sont inhérens à notre nature , & le pouvoir qui oseroit y donner atteinte , seroit une tyrannie. De quel œil doit-on donc regarder ces inhibitions lancées sur le mariage par une puissance étrangère à la puissance civile , & que celle-ci n'a pu encore parvenir à lever ? Par quelle bisarrerie cruelle un Prince qui n'est pas le mien , me ravit-il ma part de bonheur & de félicité , sans que ce que je perds à cet égard tourne au profit de mes concitoyens ? En vertu de quel titre dispose-t-il de ma couche ? & par quel caprice étrange expose-t-il mon honneur & ma fortune , ma santé & ma vie au péril d'un premier engagement dans lequel j'ai pu me tromper , ou sur lequel je n'ai

pas eu la liberté du choix ? Telle est la plainte que peuvent porter à la souveraineté civile une foule inombrable d'époux. Combien de couples sont stériles par la faute de l'un des conjoints ? Combien d'antipathies naturelles , ou nées de certaines circonstances , produisent la stérilité ? Combien de maris & de femmes feroient leur propre bonheur & contribueroient à la félicité publique , à la gloire , à la force réelle de l'Etat dans la mutation qu'opéreroit le Divorce ? Rappelions-nous , Monsieur , les bons effets qu'a eu le Divorce dans tous les tems , & le bien qui en résulte dans les Etats qui l'admettent aujourd'hui ; & prononçons , sans hésiter , qu'il seroit parmi nous une source féconde de prospérités.

La question du Divorce est donc , selon moi , la question de droit public la plus intéressante pour les nations qui ont laissé la cour de Rome empiéter sur leurs droits à cet égard ; car la faculté de se quitter , lorsqu'on ne peut plus vivre ensemble , est un des plus précieux droits de l'humanité , en même tems qu'il semble être le plus naturel. L'action de *Divorcer* est aussi très simple en soi ; car , quoi de plus simple que de quitter une maison dans

laquelle on ne peut habiter sans danger, ou de rompre un lien que la volonté seule de ceux qui l'ont formé peut faire subsister ?

Si admettre le Divorce étoit une innovation, c'en seroit une heureuse ; & il semble qu'après en avoir exposé les motifs dans tout leur jour, les loix n'y sçauroient refuser leur sanction. La souveraineté civile ne peut méconnoître ses intérêts, dès qu'ils lui sont montrés.

Mais il ne s'agit point ici d'une innovation : il n'est question que du rétablissement d'un usage universellement pratiqué jusqu'au regne de Charlemagne inclusivement, & dont l'Etat catholique de Pologne jouit actuellement, comme on l'a fort bien observé.

Ce n'a été que sous les descendans de Charlemagne que le droit de divorcer a été abrogé parmi nous. La preuve en est qu'on trouve dans les capitulaires de cet Empereur des réglemens sur cet objet : ce Prince veut que les Prêtres instruisent le peuple sur le mariage, qu'ils lui enseignent qu'il est indissoluble de sa nature, & qu'on ne peut le dissoudre que dans certains cas, comme l'adultère, à moins que sa dissolution ne soit consentie par les deux parties.

La vigueur du gouvernement sous

Charlemagne ne permit point aux Pontifes d'entreprendre sur nos droits : il faut à la cour de Rome des circonstances pour faire valoir ses prétentions : sa force se mesure toujours sur l'extrême foiblesse , & sa persuasion sur l'ignorance : elle veilloit l'instant favorable ; il se présenta sous le successeur de Charlemagne. Le foible Louis , son fils , que sa grande simplicité fit surnommer le Débonnaire , en rendant les Papes Souverains indépendans , pensa rendre tous les Chrétiens leurs esclaves : son propre fils ressentit le premier le joug de la thiarre. Mari d'une femme que de fortes raisons lui faisoient haïr ; éperduement amoureux d'une autre fille vertueuse qui l'aimoit , il crut pouvoir demander à Rome la cassation de son premier mariage. Il avoit pour lui l'exemple d'une foule de Princes qui avoient divorcé avec l'agrément des Papes. Charles , son aïeul , avoit rompu trois fois le nœud conjugal , & l'Eglise y avoit applaudi : mais les affaires de Lothaire étoient dans une situation peu propre à en imposer , & d'un autre côté des parens puissans & ambitieux sollicitoient contre lui à Rome. Nicolas premier étoit alors sur le trône pontifical , & sentant qu'il étoit de son intérêt de servir les

ennemis de Lothaire, il lança sur la Lorraine des foudres qui mirent tout le Royaume en combustion : le malheureux Roi perdit sa maîtresse, son Etat & la vie dans les horreurs d'une guerre ou plutôt d'une conjuration que le fanatisme des tems sembloit justifier. Si vous lisez l'histoire d'alors & la vie de Nicolas, vous verrez quels furent les motifs qui déterminèrent le chef de l'Eglise, & vous en frémirez.

Telle est l'époque de l'abrogation du Divorce parmi nous. L'arbitraire la produisit, & la foiblesse & l'ignorance l'ont soufferte. Mais sans doute un siècle éclairé n'ira pas prendre des règles de conduite dans des siècles de barbarie & de fanatisme; & l'intérêt d'un Pape ne balancera pas, aux yeux des Princes actuellement régnans, l'intérêt de la multitude de leurs sujets qui gémit sous un joug indissoluble que les progrès de la corruption rendent de plus en plus accablant. Ils n'ont qu'une démarche à faire; c'est de rappeler les choses à leur état primitif.

Leurs jurisconsultes interrogés sur le fait du Divorce, ne manqueront pas de faire valoir ces loix Romaines, émanées d'Empereurs Chrétiens, & qui servent encore aujourd'hui de guides dans une multitude de cas. Elles sont

décisives ces loix , sur le fait dont est question : si nous n'y trouvons que peu ou point de formalités à observer pour contracter un mariage , nous y voyons d'ailleurs des formes essentielles à remplir pour parvenir à le dissoudre. Le Divorce étoit donc dans l'Empire Romain un acte légitime , une loi de l'Etat , dont la manutention excitait toute l'attention du gouvernement. Une loi de Théodose II & de Valentin III , exige que le Divorce soit constaté par écrit , quoique de leur tems le mariage pût se contracter sur la foi seule des témoins : c'est en faveur des enfans qu'ils exigent cette formalité ; c'est parce qu'il ne seroit pas juste de laisser gémir des époux sous un joug qu'ils ne peuvent plus supporter , qu'ils laissent au Divorce toute sa vigueur.

Il y avoit près d'un siècle & demi que la Religion chrétienne dominoit dans l'Empire , quand cette loi fut portée.

Jamais Prince ne fut plus soumis au corps du sacerdoce , que ne le fut l'Empereur Justinien : on peut regarder toutes ses loix comme consenties par l'Eglise. Cependant ouvrez ses Nouvelles , & vous trouverez par-tout le Divorce autorisé dans une foule de

circonstances qui changeoient suivant les besoins publics ou particuliers.

Sous Justin, son successeur, la volonté mutuelle des époux suffisoit pour dissoudre un mariage. Il seroit affreux de forcer des personnes qui se haïssent, à vivre dans l'intime société; aux amertumes que cette contrainte répandroît sur leur vie, de plus puissantes considérations se joignent; des époux dans ce cas peuvent se trahir, se rendre des pièges, s'affaîner, s'empoisonner: le moindre mal qui résultera de leur haine sera leur stérilité. Tels sont, à peu près, les motifs qui déterminèrent Justin.

Dans des tems plus proches de nous, vers la fin du neuvième siècle, l'Empereur Léon soumit tous les mariages à la bénédiction du Prêtre, sans cependant les astreindre à l'indissolubilité. Sa loi ne pouvoit en effet rien changer à l'essence du nœud conjugal qui consiste dans le consentement des parties, dans le contrat civil quant aux conditions, & auquel la bénédiction nuptiale n'ajoute rien par rapport à tout ce qu'il y a de matériel dans le mariage, mais encore seulement une source de grâces sur ceux qui la reçoivent avec les conditions requises.

Le Divorce est donc un usage dont

On retrouve la pratique établie dans tous les tems , comme dans tous les pays , jusqu'au dixieme siecle. Aucune révélation expresse ne l'a abrogé depuis. Il faut donc faire le procès à l'univers pendant ce laps immense de tems écoulé depuis l'origine du monde jusqu'au dixieme siecle , ou convenir que le Divorce est un acte légitime.

Ce que vous observez , Monsieur , sur l'usage des Polonois , sur celui de tous les Etats qui ne sont pas soumis aux Papes , est bien capable de fixer l'attention du gouvernement : Personne n'ignore aujourd'hui qu'on peut , sans être soumis à l'obédience , être grand politique , bon juge & bon Roi. Toute une nation même peut être très-éclairée , sans croire à l'irréfragabilité des décrets des Pontifes : mais ce qui ne peut s'allier , ce sont de bonnes mœurs , avec des loix irritantes & contraignantes sur le mariage. Alors chacun fuit un joug devenu odieux , les passions restent & le désordre regne. Des milliers de familles stériles se jettent par ennui dans un luxe dont toute la masse du peuple est d'abord offensée , & qu'elle finit par imiter : alors on borne sa postérité , ou l'on s'en prive absolument , l'espèce humaine diminue également quant au nombre

& quant à la qualité, & l'on est surpris de voir, après quelques siècles écoulés, que trop de complaisance pour un Pape ambitieux, met l'Etat à deux doigts de sa perte.

Ce ne sont pas les guerres qui, absolument parlant, ont réduit notre numéraire d'hommes : c'est la captivité attachée à l'état de mariage, le seul capable de donner une bonne population : c'est le défaut de mœurs, suite nécessaire du célibat, qui dépouille les familles & qui empoisonne les sources de la génération.

Mais, Monsieur, après un mûr examen de tous les moyens possibles qu'on peut mettre en œuvre pour donner des mœurs à une nation qui n'en a point, je n'en vois aucun dont le succès soit plus certain que le Divorce.

1°. Le Divorce fournit au sexe le plus foible des raisons de résister au plus fort ; il affoiblit l'entreprise du téméraire en éclairant sur les dangers de la séduction. Il contient les deux sexes dans les bornes du devoir, parce qu'outre la honte attachée aux commerces illicites, il exclut ceux qui s'y livrent de toute espèce d'établissement.

2°. Un effet certain du Divorce seroit de limiter la corruption des deux sexes. Dès sa renaissance, cette loi

douce, mais réprimante, porteroit une foule innombrable de personnes à calculer leurs vrais intérêts, & à les combiner avec la foible satisfaction qui leur revient en se plongeant dans le vice ; à réfléchir sur les suites toujours dangereuses d'une vie déréglée. Le jour même où cette loi seroit promulguée, des milliers de liaisons criminelles, ou sur le point de le devenir, seroient détruites. C'est alors que la loi religieuse qui les défend, secondée par la loi civile qui puniroit actuellement, auroit toute son efficacité. Combien de gens surmontent les terreurs d'un châiment éloigné, & qu'un châiment actuel & physique retiendrait ?

On ne sçauroit assurer que d'aussi sérieux motifs n'eussent pas contenu M. d'Olman dans les termes de l'honneur & de l'étroite obligation que le mariage lui imposoit.

3°. La suite du Divorce seroit d'annéantir jusqu'au germe de la corruption, parce qu'il suppose des mariages libres, unis par conséquent, par conséquent peuplans : l'amour paternel renaissant de la certitude, les soins d'une postérité qui est à soi, se multiplient, & donnent l'exclusion au luxe.

J'omets ici toutes les raisons qui fondent l'intérêt du gouvernement au rétablissement,

rétablissement du Divorce : elles sont trop détaillées dans le mémoire sur la population , pour y revenir.

J'observerai seulement que si la dépravation des mœurs est si générale, si totale, que rien ne puisse l'arrêter subitement , au moins la crainte de subir une séparation , que suivra la honte quand elle sera motivée sur l'inconduite, rendra la pratique du vice plus difficile. Si l'objet de la Religion est de détruire les passions , celui de la politique est de les diriger , pour en tirer le meilleur parti possible.

Telles sont, Monsieur, mes opinions sur le Divorce. Je pense, comme vous, que son rétablissement n'est pas susceptible de beaucoup de difficultés. Les loix anciennes, & celles des pays où le Divorce se pratique, nous fournissent des modèles à suivre : il ne s'agit que d'y retoucher en certains endroits pour les assimiler à nos usages. Je ne présume pas non plus que cet utile rétablissement éprouve de fortes oppositions, puisque le Prince, l'Etat & les Particuliers y trouvent également leur avantage, & que le corps de la Magistrature, auquel appartiendrait le droit de prononcer le Divorce, acquéreroit un nouveau degré de considération, deviendrait le gardien des mœurs, le protecteur de la tranquillité, & le bonheur des fa-

milles, & nous offriroit enfin la vive image des censeurs de l'ancienne Rome.

Je joins à mes réflexions, celles de M. l'Archevêque D..... & je ne doute pas qu'avec le zèle patriotique qui vous dirige, & les moyens que vous tirerez de votre propre fonds, vous ne défendiez avec succès votre cause, & celle de l'humanité.

Je suis, &c.

D..... ce 26 Janvier 1773.



LETTRE X, & dernière.

*Monsieur l' Archevêque de à Monsieur
L..... Président au Parlement D....*

IL ne suffit pas, Monsieur, de recourir aux usages de l'Eglise, pour juger la question du Divorce. Il n'est point contraire au droit divin; il est utile, nécessaire aux Etats. Toutes les difficultés sont levées par ces deux considérations.

L'Eglise a varié sur le Divorce : on est donc fondé à regarder ce point comme étant de pure discipline.

Un canon du Concile d'Elvire, tenu en 300, prononce des peines contre ceux qui faisoient Divorce, sans en avoir des raisons valables, & se remarquoient ensuite : on en conclut naturellement, que le Divorce motivé sur des faits graves étoit d'un usage autorisé.

Sans se donner la peine de passer en revue tous les actes des Conciles qui ont été tenus avant celui de Trente, & qui attestent de l'existence du Divorce, il ne faut que consulter l'Histoire, pour s'assurer que tous les Chrétiens eux-mêmes, soumis à l'obéissance du Pape, ont joui jusqu'au dixième siècle du droit de rompre,

en certains cas, un premier mariage, pour en contracter un autre.

De cette époque jusqu'au quinzième siècle, l'Europe Chrétienne fut plongée dans une barbarie, dans une ignorance si absolue, que tout ce qui auroit pu se faire pendant cet intervalle, pour ou contre l'usage que vous réclamez aujourd'hui, ne pourroit être d'aucun poids. C'étoit à l'égard de la raison des tems d'Anarchie : les moines seuls sçavoient lire ; encore le sçavoient-ils mal. (a).

En franchissant ainsi des tems dont les suffrages sont comptés pour rien au tribunal d'une saine critique, nous arrivons au tems plus orageux, mais plus éclairé, où se tint le Concile de Trente. J'ai remarqué qu'on a passé très-légèrement sur les décrets de ce Concile dans les ouvrages publiés en en faveur du Divorce. Peut-être s'est-on imaginé d'y trouver la condamnation d'un usage qui n'est nouveau que pour ceux qui ne sont point instruits des pratiques anciennes. Mais comme la crédulité, qu'il faut toujours distinguer de la foi, se retranche souvent sur les décisions de l'assemblée de Trente, il ne sera pas inutile d'examiner

(a) Toute leur science consistoit à se fabriquer des titres qui favorisassent leurs intérêts, ou à supposer des prodiges pour accréditer leurs opinions. *Note de l'Editeur.*

ici quel peut être leur degré d'influence sur le Divorce.

D'abord il est certain que jamais le Concile de Trente n'a été solennellement reçu en France. (a) Ainsi quand ce Concile auroit pros crit l'usage du Divorce, ses défenses ne peuvent avoir d'effet à l'égard des François.

Mais le Concile de Trente n'a point prononcé anathême sur l'usage du Divorce ; il s'est contenté de fulminer contre ceux qui soutenoient que l'Eglise de Rome est dans l'erreur , lorsqu'elle enseigne que l'adultère ne rompt pas le lien du mariage. Ce n'étoit donc qu'un fait de sa propre discipline que l'Eglise d'Occident défendoit contre la pratique de l'Eglise Orientale , & contre la nouvelle réformation qui se faisoit alors en Allemagne & ailleurs : encore faut-il observer que le Concile étoit sur le point de finir , sans qu'on eût songé à traiter cette matiere , & qu'elle ne fut agitée qu'à la sollicitation du Cardinal de Lorraine , qui demandoit en général la condamnation des Divorces permis par le Code de

(a) Les Registres du Parlement n'offrent aucun vestige de cette acceptation ; car on ne peut regarder comme une accession aux décisions de ce Concile , la délibération du 6 Août 1593. On sçait qu'elle fut l'effet d'une assemblée tumultueuse des ligueurs , & il est si vrai que la Cour de Rome elle-même regarda cet acte comme nul , qu'après les troubles elle fit solliciter de nouveau pour que ce Concile fût reçu. *Note de l'Editeur.*

l'Empereur Justinien, & qui ne borna pas à cette seule action le mal qu'il fit à la Nation Française.

L'autorité qui fit prévaloir cette opinion est assez légère; ce fut *sa conformité aux Décrétales des Papes & à la doctrine des Scholastiques*. Voilà, en vérité, de dignes motifs pour captiver les humains !

Un certain nombre de Prélats s'élevèrent contre ce canon. Ils foudroient leur résistance sur une tradition respectable, sur l'exemple d'une foule de Pères de l'Eglise, & nommément sur le sentiment du célèbre St. Ambroise. Ces hommes vraiment apostoliques avoient la vérité pour eux ; mais ils étoient dominés par les Ultramontains, & le nombre l'emporta.

Mais de quelque autorité que le Concile de Trente se prévalût, il ne pouvoit prononcer anathème entre le Divorce ; c'eût été attaquer trop directement l'Evangile qui le permet, au moins en cas d'adultère. Le passage est concluant ; ~~OU PLUTOT SUIVANT~~

~~LA TRADUCTION DE LOUVAIN ;~~
Quiconque quittera sa femme, si ce n'est pour cause de fornication, & en épousera une autre, commet adultère ; & quiconque épousera celle qui est répudiée, commet adultère. Matth. 19. 9.

~~L'AUTRE TRADUCTION EST D'OLIVETAY.~~ Celui qui délaissera sa fem-

me , si ce n'est pour cause de fornication , la fait être adultère ; & celui qui se mariera à la femme ainsi délaissée , commettra un adultère. (a)

Pour condamner l'action du Divorce en elle-même , il falloit réprouver la pratique constante des premiers siècles du Christianisme , dans lesquels les fidèles formoient sans scrupule de nouveaux mariages , après avoir rompu les premiers , sans que ni les Apôtres , ni leurs successeurs , quoiqu'ils fussent à la source de la vraie doctrine , y trouvassent à redire. Il falloit blâmer la conduite des bienheureux reconnus , des saintes telles que Fabiole , dont St. Jérôme fait tant d'éloge : il falloit se faire son Procès à soi-même ; car les mêmes personnages qui alloient juger le fait à Trente , l'autorisoient en Pologne , & y recevoient la taxe attachée à la faculté de *divorcer*.

Peut-être toutes ces considérations ne l'auroient point emporté , mais les Ambassadeurs de Venise mirent tant de chaleur dans la défense qu'ils prirent du Divorce , qu'on n'osa le censurer.

Ils remontrèrent au Concile que leurs sujets de Chypre , de Candie , de Corfou , de Zante , de Céphalonice , &c.

(a) D'ailleurs ne pourroit-on pas assurer qu'il n'est point question du Divorce dans ce passage , & que l'objet du Législateur étoit de mettre un frein à la répudiation dont les Juifs abusoient depuis si long-tems : *Note de l'Editeur.*

étoient depuis un tems immémorial dans la pratique de faire Divorce , & de se remarier ensuite , sans que jamais aucun Concile les eût ni repris , ni condamnés pour cet usage , quoiqu'il fût connu de toute l'Eglise.

Il résulte de tout ceci que l'Eglise Romaine en prononçant sur le Divorce , a seulement tâché de maintenir l'usage où elle est de ne le point permettre , (a) sans condamner celui qui y est contraire , ni prétendre que le sien passât en loi universelle. Il n'est pas moins évident que la permission ou la défense de dissoudre un mauvais mariage pour en faire un qu'on croit meilleur , n'est qu'un point de discipline , & que c'est ici le cas de dire du Divorce ce que Pie II disoit du mariage des Prêtres : *que si l'Eglise d'Occident l'a défendu , ç'a été pour de bonnes raisons ; mais qu'à présent on a des raisons plus fortes encore pour le permettre : c'est l'état actuel des mœurs.*

Assurés une fois que le Divorce n'est qu'un point de discipline , c'est au pouvoir législatif à se consulter , pour savoir s'il est ou non de son intérêt de faire lever les défenses qui en empêchent l'effet. Pour moi , je tiens pour

(a) C'est-à-dire , de ne le point permettre en général ; car , comment concilier une défense fondée sur un droit incontestable , avec l'usage pratiqué en Pologne & ailleurs ? *Note de l'Editeur.*

l'affirmative , & je ne vois suivre du rétablissement du Divorce que des biens présens & à venir pour les deux sexes , que de la gloire & de la force pour les Souverains & pour les Etats. Par le moyen du Divorce , la tranquillité & la sûreté des familles seroient rétablies ; l'on verroit incessamment une génération plus nombreuse & plus saine que la précédente. La liberté rendue au mariage étoufferoit ces murmures contre des parens , contre les loix , & même contre la Religion qu'occasionne une indissolubilité sous laquelle gémissent tant de malheureux. Il y auroit encore des vices , sans doute , mais la punition attachée à leur éclat en diminueroit le nombre , & sur-tout affoiblirait le dangereux exemple de la publicité. Les maris & les femmes seroient également contenus par une loi qui autoriseroit à rejeter le coupable , à le priver d'une fortune ou d'un titre dont on peut le supposer jaloux. Non-seulement des mariages libres seront unis & sages , mais des antipathies , qu'on ne peut prévoir , ne seroient point nuisibles sous la loi du Divorce. En un mot , je ne vois guère que les gens absolument insociables , absolument vicieux qui perdissent au nouvel arrangement : encore seroit-il capable d'en retenir quelques-uns , au moins pen-

dant la jeunesse , qui est la saison précieuse de la fécondité.

Voilà , selon moi , des motifs bien capables de déterminer le pouvoir législatif sur l'admission du Divorce. Il ne s'agit que de lui donner une forme qui soit telle , que la rupture du lien conjugal ne dépende pas du caprice & de l'inconstance naturelle aux deux sexes , qu'ils y trouvent tous deux un égal avantage , lorsque de justes raisons les porteront à l'invoquer ; mais que la peine soit équivalente à légèreté des motifs , & à l'odieux des moyens que des époux inquiets ou méchants prétendroient faire valoir.

Je pense encore que sans s'occuper à adapter à nos usages d'anciennes ou de nouvelles loix qui ne sont pas faites pour nous , il seroit plus simple de rédiger un nouveau code , pour la manutention unique du Divorce : lequel code devroit être clair , facile à entendre , court sur-tout ; ensorte que chacun y pût aisément reconnoître ses droits & ses torts.

Le Divorce est , disons-nous , un point de discipline. Considéré sous ce rapport , il n'est pas douteux que les Souverains temporels ne pussent à leur gré l'admettre ou le rejeter dans les pays de leur domination respective. Mais pourquoi prendre sur soi , & sans nécessité , une décision qui peut

donner lieu à des contestations interminables ? J'aimerois mieux que les divers Princes Catholiques , dont les Etats ne jouissent pas du droit du Divorce , s'unissent pour en demander le rétablissement au Pontife de l'Eglise Romaine , dans les cas que chacun spécifieroit conséquemment à sa situation & à ses besoins. Leur demande ne peut être rejetée : elle est fondée sur la loi de Dieu promulguée par Moïse , & que le Christ n'a point changée dans l'espèce présente ; sur l'usage universel des hommes ; sur l'usage de l'Eglise d'Orient , sur l'usage non-interrompu des Polonois , Catholiques comme nous , & sur celui d'une grande portion des sujets de la République de Venise , & enfin sur la raison. Tout dépose en faveur de cet usage , & si la Cour de Rome vouloit en priver la France , c'est alors qu'on pourroit dire d'elle : *qu'au lieu de moyenner un ordre , elle apporte le désordre & une Monarchie non jamais vue au milieu de la nôtre.*

Le rétablissement des mœurs est le principal objet du Divorce : ainsi , plus il sera légal , plus il sera accompagné de solennité , & plus rarement on y recourra. Je voudrois donc qu'il ne fût accordé que dans les cas majeurs que vous me spécifiez , tels que l'adultère , l'incompatibilité absolue , &c. Comme l'exem-

ple public est le frein le plus capable de contenir les passions , peut - être ne seroit-il pas inutile que les époux , après avoir obtenu de leurs juges naturels la dissolution de leur société , fussent encore obligés de s'adresser aux Pasteurs de l'Eglise pour se faire relever de leurs premiers sermens prononcés en face des autels. Je vois dans cet arrangement un exemple pour ceux qui en ont besoin , & une satisfaction réciproque pour le Magistrat & pour le Prêtre.

Les bonnes mœurs sont quelque chose de si desirable dans tout état , leur défaut est un caractère si marqué de la chute des Empires , que je souhaiterois bien sincèrement que mon avis fût de quelque autorité. Mais en manquera-t-on ? & les Jurisconsultes n'auront-ils pas une multitude de moyens à mettre en œuvre , quand il s'agira de travailler sérieusement à cet utile projet ? D'ailleurs je pense comme vous , Monsieur , qu'un usage aussi universel que le *Divorce* , n'a pas besoin d'être justifié.

Je suis, &c.

De..... ce 30 Janvier 1773.

F I N.



RÉFLEXIONS

*SUR l'intérêt des Enfans au
Divorce, par le
Ch.^{re} D'Ussieu.*

DEpuis quelque-tems, nombre d'Ecrivains, zélés pour l'humanité, jaloux de contribuer au bonheur de leurs concitoyens, & de donner à leur Patrie la force & la splendeur dont elle est susceptible, ont mis en question un point de droit naturel & civil, sur lequel on a trop peu réfléchi depuis quelques siècles. Il s'agit du Divorce qui est légitime en plusieurs circonstances : loi sacrée qui n'a été & n'a pu être proscrite en France par aucune loi bien entendue ; loi qui fait de nos jours la félicité des peuples dans les Etats où elle est admise, & dont probablement l'usage futur nous conduira bientôt en France au même degré de bonheur ; loi enfin qui a été celle de tous les peuples de la terre, depuis que l'Univers existe, qui est celle de tous les peuples existans, même des Polonois Catholiques, & dont les Papes ne nous ont privés,

dans des siècles barbares , que pour s'attribuer sur-tout une juridiction sans borne , au préjudice du bonheur du genre-humain & au détriment de la puissance des Empires.

Le rétablissement du Divorce intéresse tous les membres de la société , puisque chaque être est assuré d'y trouver la dissolution d'un lien qui peut l'avoir enchaîné à un individu qui a mérité son mépris ou sa haine , soit par une inconduite prouvée , telle que le dérèglement des mœurs , soit pour avoir commis quelques-unes de ces actions qui attirent sur les coupables la punition prescrite par les loix , soit par une incompatibilité absolue. Mais les enfans , cette portion des êtres raisonnables si chère à la société , puisqu'elle en est l'espérance , & qu'un jour elle en doit être le soutien , ont le plus d'intérêt à voir revivre ce sage règlement de la nature : & cela par deux raisons également frappantes.

La première par leur intérêt à la chose commune , & la seconde par les motifs qui leur sont particuliers. On ne s'arrêtera point ici à démontrer la première de ces propositions : l'intérêt commun des membres de la société au rétablissement du Divorce. Elle l'est suffisamment dans les écrits de

ceux qui ont traité cette matiere. On peut consulter là-dessus *les Réveries du Maréchal de Saxe, l'Esprit des Loix, le Cri d'un honnête Homme, qui a réclamé le Divorce, la Législation du Divorce, le Cri d'une Honnête Femme, qui a réclamé le Divorce, l'intérêt des Femmes au Divorce, le Divorce réclamé par Madame la Comtesse de *** , le Parloir de l'Abbaye de *** ou Entretiens sur le Divorce, Mémoire à consulter & Consultation pour un mari dont la femme s'est remariée en pays protestant, & qui demande s'il peut se marier en France; par M. Linguet.* Mais on n'a que très-peu insisté sur les raisons particulieres aux enfans, qui doivent déterminer le Législateur à rétablir le Divorce; elles partent du délabrement auquel leur fortune est exposée entre les mains d'un pere & d'une mere dont ils n'ont pu resserrer l'union, & du mauvais exemple qu'ils reçoivent dans la maison paternelle. (*) Dans le premier cas, les parens plus jaloux de satisfaire leurs desirs particuliers que de puiser le bonheur à sa véritable source, c'est-à-dire dans l'état de famille

(*) Il est incontestable, & toute personne honnête doit lire dans son ame qu'un être innocent, sortant des mains de la nature, ne doit pas être la victime d'un coupable.

4 *Réflexions sur l'intérêt*

qui est celui du bonheur , & le centre de la paix & du bon ordre , s'abandonnent sans réserve à leurs caprices ; delà les folles dépenses auxquelles entraînent l'ennui , le désœuvrement & le poids dont on est accablé chez soi , lorsqu'on n'y voit que des êtres indifférens ou que l'on croit avoir des raisons de ne point aimer & peut être de haïr ; delà enfin l'habitude de trouver insipide tout ce qui , pour ainsi dire , n'est pas criminel.

Qui mettra des bornes à cette dissipation démesurée , produite par la dissolution des mœurs , à cette prodigalité funeste qui , dans la suite , mettra des enfans qui portent tel ou tel nom , dans le cas de ne pouvoir se soutenir , ni par l'éducation qu'ils auront reçue , ni par la fortune qui leur aura été laissée. Le Gouvernement doit veiller à leur sort , & le bon ordre réclame en leur faveur la loi politique du Divorce & le pouvoir qui doit être conféré à une Chambre Matrimoniale , de dissoudre , en certains cas , les liens du mariage pour le bonheur des parties enchaînées , & pour l'avantage de la société en général , le bien des uns étant intimement uni à celui de l'autre.

On établit pour seconde raison le

mauvais exemple que les enfans reçoivent dans leur famille, lorsque la discorde s'y est introduite. C'est un point de la plus grande importance; c'est un abus pernicieux qu'il importe au Gouvernement de réprimer.

Personne n'ignore combien la bonne ou la mauvaise éducation influe sur la vie. Semblable à un terrain que la nature a préparé pour reproduire au centuple la graine qu'on y semera, le cœur d'un enfant est susceptible de toutes les impressions qu'on voudra lui communiquer. Si on y sème le principe des vertus, il y croit, s'y fortifie, s'y développe; & dans la suite il étend ses rameaux bienfaisans sur une partie plus ou moins étendue de la société, à proportion qu'il y tient par son état ou par sa naissance. Si au contraire le vice prend racine dans son ame, malheur à lui, malheur à ses concitoyens: il sera un fléau dans l'Etat.

Voilà ce que produit l'éducation; voilà ce que peut le bon ou le mauvais exemple. Dans un ménage défuni les enfans ne peuvent voir leurs peres sans en recevoir de mauvaises impressions; ou s'ils ne les voient pas, ils sont confiés aux soins de quelques personnes mercénaires.

Quoique ce que l'on vient de dire

6 *Réflexions sur l'intérêt*

semble ne regarder que les enfans de ceux que le hasard a appellés à jouer un rôle dans le monde, cela est également vrai pour tous les Etats, pour toutes les conditions. Il n'y a de différence que dans le plus ou le moins de rapports que ceux-ci peuvent avoir avec ce qui constitue la nation. Si dans la premiere classe on trouve des Généraux d'armées, des Hommes d'Etat, des Magistrats ; l'autre produit des artisans, des soldats, des cultivateurs, &c. ils sont tous citoyens ; ils ont tous les mêmes droits aux bienfaits du Législateur, leur pere commun.

Mais quelle regle prescrira-t-on pour affurer le sort des uns & des autres ? (*) Rien n'est plus facile, pourvu que l'on veuille y réfléchir, pourvu que l'on veuille ne pas regarder ou comme un préjugé, ou comme une extravagance la réforme d'une très-mauvaise habitude, parce que le tems paroît l'avoir consacrée pour nous seuls.

(*) Ne comparons pas les enfans du vice avec ceux des familles divorcées. Ceux-ci auront été allaités par leurs meres ; ils en auront reçu les secours nécessaires à leurs premiers besoins. Le cri de la nature se fera entendre, il introduira parmi le peuple un point d'honneur, qui les empêchera de livrer ses enfans à la charité publique, & le sentiment réunira autant de familles qu'en défunit la loi violente & contre nature de l'indissolubilité du mariage.

On pourroit se borner pour toute réponse à citer les paroles d'un Magistrat prudent & éclairé qui se faisoit à lui même des objections sur le point législatif du Divorce , par rapport aux enfans. *Comment ont fait , comment font tous les peuples de la terre , parmi lesquels le Divorce est établi ? Faisons comme eux , adoptons leurs loix , & perfectionnons-les , s'il le faut.*

Mais pour donner plus d'étendue à cette réponse , je suppose qu'on divise en trois classes les membres de l'Etat. On placera dans la premiere les grands & les riches ; dans la seconde , ceux qui sans être riches , jouissent d'une fortune honnête , ou ne manquent pas du nécessaire ; la troisieme sera composée des pauvres.

En prononçant le divorce entre les parties de la premiere classe , la Chambre Matrimoniale prendra une connoissance exacte de la fortune du pere & de la mere que les circonstances l'obligeront à désunir. D'après cette notion , elle procédera de maniere à assigner aux enfans une partie des biens de leurs pere & mere , en raison de la masse du total , & il leur nommera un curateur , qui prendra soin de leur fortune jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge

de leur majorité. (*) De plus , il condamnera le pere & la mere à une amende , dont le fonds devra être employé à l'entretien d'un établissement dont on parlera bientôt.

La maniere de procéder vis - à - vis ceux de la seconde classe fera parfaitement conforme à celle de la premiere , puisqu'il ne peut y avoir de différence que dans le plus ou le moins de fortune. Tout y sera relatif & dépendra de la clairvoyance des Magistrats. Passons à ceux de la troisième.

Dépourvus de fortune , abandonnés de leurs peres , propres à devenir utiles à l'Etat , ils méritent d'en être spécialement accueillis & protégés. On formera donc pour eux un établissement , ou plutôt on leur destinera ceux que les mauvaises mœurs ont obligé le Gouvernement d'élever en faveur des *Enfans - Trouvés*. Mais ceux - ci ? Un moment. J'ai prévu votre question , & j'y répondrai. Oui , on consacrera ces maisons à leur usage. Ils y seront élevés de maniere à produire dans la suite ou des artisans , ou des matelots , ou des soldats , ou des cultivateurs. Ils n'en sortiront que pour être employés à des travaux utiles.

(*) Consultez là - dessus le Code du Roi de Prusse ou plutôt celui de toutes les Nations.

Mais les *Enfans-Trouvés* ? Qui ignore que leur nombre diminuera à proportion que les bonnes mœurs étendront leur empire ? Et qui ne sçait que la faculté de divorcer est l'ame destructive du vice & de la débauche ? Jetez les yeux sur les Nations dont vous êtes entourés ; parcourez , pour ainsi dire , toutes les régions de l'Univers , & vous verrez combien l'union des époux y est cimentée , parce qu'il leur est permis de se désunir ; (*) vous verrez que la crainte du Divorce y est un frein à la cupidité , & que la concorde qui regne dans les familles se communique à toutes les parties de la société , & par tout ce que vous y aurez vu , vous conviendrez que le rétablissement du Divorce est l'uni-

(*) Supposé que les revenus de ces maisons déjà établies ne fussent pas suffisans , ce qui n'est pas vraisemblable , pour l'entretien de ces orphelins , on y joindroit une partie des amendes auxquelles les riches divorcés auroient été condamnés , & la majeure partie de ces mêmes amendes pourroit servir à assurer un sort à chacun des enfans de l'Etat. C'est ainsi qu'on les nomme ; parce qu'ils semblent lui appartenir à plus de titres encore que les autres. D'ailleurs l'Etat trouveroit aisément des fonds qu'il pourroit employer dans ce genre à faire le bonheur des citoyens. On remarque que dans les pays où le Divorce est permis par les loix , on n'en voit aucun exemple dans les familles un peu nombreuses ; la raison en est dans la nature , & l'observation est constatée par le fait.

10 *Réfl. sur l'int. des Enf. au Div.*

que moyen de former parmi nous des
hommes d'honneur , des enfans légitimes & de véritables citoyens.



FIN.